

le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial:

Bâtir une force alternative et rebelle!



En raison du réchauffement climatique que cause la gabegie capitaliste, l'automne aura été doux pour les thermomètres. Pour les travailleurs et les plus précaires, il aura en revanche été socialement glacial. La multinationale *Volkswagen*, qui a bénéficié à fond des (injustes) avantages des centres de coordination et qui a réalisé 1,2 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2006, annonçait il y a quelques semaines le licenciement de plusieurs milliers de travailleurs. Du côté de Liège, c'est la multinationale *Kraft* – 2,5 milliards de dollars de bénéfices nets en 2005 – qui a annoncé la fermeture pure et simple de son usine de Jupille. Et les multinationales ne sont pas les seules à saquer dans les effectifs. La Poste a été particulièrement « active » en 2005, ses effectifs ayant baissé de plus de 6%. Dans le même temps, cette entreprise recourt de plus en plus au travail intérimaire avec plus d'un million d'heures de travail, ce qui constitue une progression de 116% par rapport à 2004.

C'est la crise? Non, les entreprises belges du Top 30.000 ne se portent pas mal du tout, elles ont enregistré en 2005 un chiffre d'affaire global de 533 milliards d'euros, soit 9,3% de plus qu'en 2004. Les bénéfices ont progressé plus nettement encore, gagnant près de 50% pour se chiffrer à 39,6 milliards d'euros. Mais, dans le même temps, la moitié des grandes entreprises du pays a fonctionné en 2005 avec moins de personnel qu'en 2004.

Face à cette logique destructrice, à gauche, c'est au mieux la résignation et, plus souvent, un accompagnement cynique de la déglingue. Ainsi que vous le lirez dans ce numéro, il est pourtant possible de prendre des mesures pour contrer la mondialisation capitaliste.

Au lendemain des élections communales, on avait déjà très clairement vu combien le clivage historique entre gauche et droite était abandonné au profit d'un réalisme politique, d'un

L'invité du mois
Samir Amin:
L'islam et les résistances à l'impérialisme

Enseignement
Une autre école est possible!

Volkswagen
De la coccinelle à l'araignée

Amérique latine
Les trois gauches latino-américaines

pragmatisme n'ayant, a priori, rien de commun avec une quelconque convergence politique de fond. Même lorsqu'une majorité progressiste était possible, les partis (dits) de gauche firent un autre choix. On a même vu un candidat de l'extrême droite turque sur la liste socialiste menée par Laurette Onkelinx à Schaerbeek. Cette situation n'est pas anodine à une époque où la confiance dans l'exercice politique est déjà émoussée. Comment demander aux citoyens d'avoir une certaine acuité politique, leur reprocher de passer de gauche à droite (voire à l'extrême droite), alors même que l'on s'ingénue à brouiller les pistes, à gommer les différences?

Cet abandon laisse un vide immense à gauche pour celles et ceux qui désirent s'unir pour combattre radicalement le système actuel (qu'on le qualifie de capitaliste ou de néolibéral, qu'on veuille le réformer ou le révolutionner). Plus que jamais, il est urgent que nous nous mettions au boulot pour bâtir sans sectarisme la force rebelle et alternative qui manque à la gauche. Le jour où une telle alternative existera, résolue et unitaire, nous pourrions sans nul doute donner une réelle perspective d'avenir aux exclus du système politique et économique ●

Samir Amin: L'islam et les résistances à l'agression impérialiste

Notre invité est, ce mois-ci, une personnalité bien connue, l'économiste égyptien Samir Amin. Professeur universitaire et auteur prolifique, il préside notamment le Forum du Tiers Monde.

LE DRAPEAU ROUGE: Comment voyez vous le rôle de l'islam politique dans le scénario politique international d'aujourd'hui ?

Samir Amin: Depuis la naissance du dit tiers-mondisme et des mouvements nationalistes et progressistes, la diplomatie de Washington a compris qu'elle devait s'appuyer sur les sensibilités religieuses pour affronter et dévoyer cette menace. On comprend alors que l'initiative prise par les États-Unis pour casser le front uni des États d'Asie et d'Afrique mis en place à Bandung (1955) ait consisté à créer une «Conférence Islamique» immédiatement promue (dès 1957) par l'Arabie Saoudite et le Pakistan. L'islam politique a pénétré dans la région par ce moyen.

La conclusion qu'on doit tirer de ce constat, c'est que l'islam politique n'est pas le produit spontané

de l'affirmation par les peuples concernés de la force authentique de leur conviction religieuse. L'islam politique a été construit par l'action systématique de l'impérialisme soutenu bien entendu par les forces réactionnaires obscurantistes et les classes *compradore* inféodées. Cela étant, la responsabilité des gauches qui n'ont ni vu ni su comment faire face à ce défi reste indiscutable.

DR: Pourquoi le choix du Moyen-Orient pour amorcer la mise en place du projet d'hégémonie militaire de la planète ?

SA: Le projet des États-Unis, soutenus à des degrés divers par leurs alliés subalternes européens et japonais, est d'établir leur contrôle militaire sur l'ensemble de la planète. Le «Moyen-

Orient» a été choisi, dans cette perspective, comme région de «première frappe», pour quatre raisons: (a) il détient les ressources pétrolières les plus abondantes de la planète et son contrôle direct par les forces armées des États-Unis donnerait à Washington une position privilégiée plaçant leurs alliés – l'Europe et le Japon – et leurs rivaux éventuels (la Chine) dans une position inconfortable de dépendance pour leur approvisionnement énergétique; (b) il est situé au cœur de l'ancien monde et facilite l'exercice de la menace militaire permanente contre la Chine, l'Inde et la Russie; (c) la région traverse un moment d'affaiblissement et de confusion qui permet à l'agresseur de s'assurer une victoire facile, au moins dans l'immédiat; (d) la présence dans la région d'Israël, allié inconditionnel de Washington. Le déploiement de l'agression a placé les pays et nations situés sur la ligne de front (Afghanistan, Irak, Palestine, Iran) dans la situation particulière de pays détruits (les trois premiers) ou menacé de l'être (l'Iran).

« Les pouvoirs syrien, libanais et iranien ont coopéré pour détruire la base communiste et lui substituer le Hezbollah ».

DR: Comment se situe la récente guerre du Liban dans cette stratégie ?

SA: Voyons d'abord le contexte. Le régime du Baas en Syrie a résisté à sa manière aux exigences des puissances impérialistes et d'Israël. Bien entendu, cette résistance a également servi à légitimer des ambitions plus discutables (le contrôle du Liban) et c'est pourquoi la Syrie a choisi soigneusement des «alliés» sur mesure au Liban. On sait que la résistance aux incursions israéliennes au Sud-Liban (détournement des eaux inclus) avait été construite par le Parti Communiste libanais. Les pouvoirs syrien, libanais et iranien ont coopéré étroitement pour détruire cette «base dangereuse» et lui substituer celle du Hezbollah. L'assassinat de Rafic el Hariri (sur lequel la lumière est loin d'avoir été faite) a donné l'occasion

aux puissances impérialistes (les États-Unis en tête, la France derrière) d'une intervention dont l'objectif est double: obliger Damas à un alignement définitif au sein du groupe des États arabes vassalisés (Égypte, Arabie Saoudite) – ou, à défaut, liquider les vestiges du pouvoir baasiste dégénéré – et démanteler ce qui reste de capacité de résistance aux incursions israéliennes (en exigeant le «désarmement» du Hezbollah).

Dans ce scénario, l'agression d'Israël contre le peuple libanais, engagée le 11 juillet 2006, s'articule parfaitement avec le plan de Washington pour la région. La capture de deux soldats israéliens sur le sol libanais et la demande légitime de leur échange contre les citoyens libanais kidnappés par les Israéliens, également sur le sol libanais, n'a servi que de mauvais prétexte. Ce projet avait été préparé par l'adoption d'une résolution de l'ONU exigeant le départ de l'armée syrienne du Liban et le «désarmement» du Hezbollah, suite à l'assassinat de Rafic el Hariri. Le projet états-unien vise exclusivement à placer l'ensemble de la

région sous le contrôle militaire de Washington (déguisé en exportation de la «démocratie»!) et à

faire régner un ordre néolibéral à son profit exclusif par le pillage du pétrole. Washington a également repris à son compte les fantasmes du sionisme: l'éclatement de la région en micro-états basés sur l'ethnie ou la confession religieuse, l'exercice par Israël d'une sorte de «protectorat» sur ces États, dans le sillage de celui des États-Unis.

La mise en œuvre du projet est avancée: la Palestine, l'Irak, l'Afghanistan sont occupés et détruits, la Syrie et l'Iran ouvertement menacés après le Liban. Mais la faillite du projet n'est pas moins visible: la résistance des peuples ne faiblit pas, le peuple libanais donne une leçon d'unité dans la défense de ses combattants, démentant par là même les attentes de Tel Aviv, de Washington, des Européens. La résistance libanaise donne, avec des moyens rudimentaires,

du fil à retordre aux armées ennemies, suréquipées grâce au pont aérien établi à partir de la base des États-Unis de Diego Garcia (d'où l'utilité de ces bases dans le projet mondial criminel de Washington).

DR: Et la situation de la Palestine ?

SA: Le peuple palestinien est, depuis la déclaration Balfour pendant la Première guerre mondiale, la victime d'un projet de colonisation par un peuplement étranger, qui lui réserve le sort de Peaux Rouges, qu'on l'avoue ou qu'on feigne de l'ignorer. Ce projet a toujours été soutenu inconditionnellement par la puissance impérialiste dominante dans la région (hier la Grande Bretagne, aujourd'hui les États-Unis), parce que l'État étranger à la région constitué de la sorte ne peut être que l'allié, à son tour inconditionnel, des interventions qu'exige la soumission du Moyen-Orient à la domination du capitalisme impérialiste. Il s'agit là, pour tous les peuples d'Afrique et d'Asie, d'une évidence banale. De ce fait, sur les deux continents, l'affirmation et la défense des droits du peuple palestinien unissent spontanément. Par contre, en Europe, la «question palestinienne» provoque la division, produite par les confusions entretenues par l'idéologie sioniste, qui trouve souvent des échos favorables.

Aujourd'hui plus que jamais, en conjonction avec le déploiement du projet américain du «Grand Moyen-Orient», les droits du peuple palestinien ont été abolis. Pourtant l'OLP avait accepté les plans d'Oslo et de Madrid et la feuille de route rédigés par Washington. C'est Israël qui a ouvertement renié sa signature et mis en œuvre un plan d'expansion encore plus ambitieux ! L'OLP a été fragilisée de ce fait : l'opinion peut lui reprocher à juste titre d'avoir cru naïvement à la sincérité de ses adversaires. Le soutien apporté par les autorités d'occupation à son adversaire islamiste (Hamas) – dans un premier temps tout au moins –, la progression de pratiques corrompues de l'administration palestinienne (sur lesquelles les «bailleurs de fonds» – Banque mondiale, Europe, ONG – se taisent, s'ils n'en sont pas parties prenantes) devaient conduire – c'était prévisible (et probablement souhaité) – à la victoire électorale du Hamas, prétexte supplémentaire immédiatement invoqué pour justifier l'alignement inconditionnel sur les politiques d'Israël «quelles qu'elles soient» !



DR: Quelles perspectives voyez-vous à la résistance irakienne ?

SA: Il reste qu'en dépit de ses «faiblesses», la résistance du peuple irakien a déjà mis en déroute (politique sinon encore militaire) le projet de Washington. C'est précisément ce qui inquiète les atlantistes de l'Union européenne, ses alliés fidèles. Les associés subalternes des États-Unis craignent aujourd'hui la défaite de leur maître, parce que cela renforcerait la capacité des peuples du Sud à contraindre le capital transnational mondialisé de la triade impérialiste à respecter les intérêts des nations et des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

La résistance irakienne a fait des propositions qui permettraient de sortir de l'impasse et d'aider les États-Unis à se retirer du guêpier. Elle propose en effet : (a) la constitution d'une autorité administrative de transition mise en place avec le soutien du Conseil de sécurité ; (b) l'arrêt immédiat des actions de résistance et des interventions militaires et policières des armées d'occupation ; (c) le départ de toutes les autorités militaires et civiles étrangères dans un délai de six mois. Les détails de ces propositions ont été publiés dans la prestigieuse revue arabe *Al Moustaqbal Al Arabi* (janvier 2006), publiée à Beyrouth. Le silence absolu que les médias européens opposent à la diffusion du message est, de ce point de vue, le témoignage de la solidarité des partenaires impérialistes. Les forces démocratiques et progressistes européennes ont le devoir de se désolidariser de cette politique de la triade impérialiste et de soutenir les propositions de la résistance irakienne. Laisser le peuple irakien affronter seul son adversaire n'est pas une option acceptable : elle conforte l'idée dangereuse qu'il n'y a

rien à attendre de l'Occident et de ses peuples, elle encourage par là même des dérives inacceptables – voire criminelles – dans les pratiques de certains mouvements de résistance.

DR: Quelle signification donnez-vous, dans une vision globale, aux enjeux et luttes politiques dans cette région du monde ?

SA: Aujourd'hui, les «conflits politiques» opposent dans la région trois ensembles de forces : celles qui se revendiquent du passé nationaliste (mais ne sont plus en réalité que les héritiers dégénérés et corrompus des bureaucraties de l'époque nationale-populiste), celles qui se revendiquent de l'islam politique, et celles qui tentent d'émerger autour d'une revendication «démocratique» compatible avec la gestion économique libérale. Le pouvoir d'aucune de ces forces n'est acceptable pour une gauche attentive aux intérêts des classes populaires et à ceux de la Nation. En fait, à travers ces trois tendances s'expriment les intérêts des classes *compradores* affiliées au système impérialiste en place. La diplomatie des États-Unis tient ces trois fers au chaud, s'employant à jouer de leurs conflits pour son bénéfice exclusif. Tenter de «s'insérer» dans ces conflits par des alliances avec ceux-ci ou ceux-là est voué à l'échec. La gauche doit s'affirmer en engageant les luttes sur les terrains où celles-ci trouvent leur place naturelle : la défense des intérêts économiques et sociaux des classes populaires, de la démocratie et de la souveraineté nationale, conçus comme indissociables. La région du «Grand Moyen-Orient» est aujourd'hui centrale dans le conflit qui oppose le leader impérialiste et les peuples du monde entier. Mettre en déroute le projet de l'establishment de Washington constitue la condition pour donner à des avancées en quelque région du monde la possibilité de s'imposer. À défaut, toutes ces avancées demeureront vulnérables à l'extrême. Cela ne signifie pas que l'importance des luttes conduites dans d'autres régions du monde – en Europe, en Amérique latine, ailleurs – puisse être sous-estimée. Cela signifie seulement qu'elles doivent s'inscrire dans une perspective globale qui contribue à mettre en déroute Washington dans la région qu'il a choisi pour sa première frappe criminelle.

Propos recueillis par
PABLO RODRIGUEZ

Une autre école est possible!



Origines de la démocratisation de l'enseignement

La démocratisation de l'enseignement débute à la sortie de la Deuxième guerre mondiale, dans une période de forte croissance économique et d'une forte demande d'emplois qualifiés dans l'industrie et les services. Après les destructions dues à la guerre, pour assurer leurs profits par la croissance économique, les patrons avaient besoin de travailleurs mieux formés et instruits. Il était donc nécessaire d'ouvrir aussi les écoles secondaires aux enfants de milieux plus défavorisés. Cette demande de démocratisation de l'enseignement, permettant l'accès au secondaire d'un plus grand nombre d'étudiants, n'était donc pas motivée par une préoccupation humaniste d'émancipation populaire, mais bien par les exigences et besoins de l'économie capitaliste du moment.

Ce fut une période d'accès généralisé aux études, de massification de l'enseignement, du développement d'un enseignement de promotion sociale, d'un enseignement plus démocratique ouvert à tous, basé en principe sur «l'égalité des chances» et soumis à des réformes pédagogiques importantes. Et les chiffres parlent : en 1956, moins d'un tiers des jeunes Belges poursuivaient des études secondaires jusqu'à 17 ans. En 1970, ils étaient deux tiers. La démocratisation reste cependant une réalisation très partielle car l'échec scolaire est toujours une douloureuse réalité liée à l'origine sociologique des enfants.

Communautarisation de l'enseignement et corset budgétaire

À partir de 1970, les difficultés financières de la Communauté Française ont entraîné l'émergence d'une politique d'austérité drastique par la réduction importante des dépenses publiques d'enseignement. Sous prétexte d'économie, l'école a subi les agressions des gouvernements successifs. Tous les ministres, de gauche comme de droite qui se sont succédés au Ministère de l'Éducation, eurent leur part de responsabilités dans l'application de décisions destructrices de notre système éducatif. Les mesures d'austérité ont ainsi mis à mal notre enseignement : diminution draconienne de l'emploi et donc de l'encadrement des jeunes (liquidation de près de 7.000 postes d'enseignants), imposition d'un capital-période, fusion-absorption ou disparition d'écoles, suppression d'options, *numerus clausus* dans l'enseignement supérieur, renforcement de la sélection, remise en cause de la démocratisation de l'enseignement et retour à une école plus sélective et plus compétitive...

Toutes ces mesures s'accompagnèrent d'un démantèlement du statut des enseignants et d'une mise à l'écart des organisations syndicales. L'école et les enseignants devinrent aussi la cible de toutes les critiques : patronat, milieux universitaires et politiques parlèrent d'inefficacité, d'inadaptation, de paresse, de manque de motivation des enseignants et de gaspillages dans le système éducatif. Les luttes syndicales

contre la politique d'austérité dans l'enseignement furent de grande ampleur. Elles ont certes retardé et atténué le processus d'agression contre l'école mais globalement, elles n'ont pas réussi à stopper les mesures d'économie et de rationalisation décidées par les gouvernements successifs.

L'école aujourd'hui

À l'heure de la mondialisation capitaliste, le «réalisme» économique libéral prime et le pragmatisme économique et affairiste prend le dessus. La politique voulue par les milieux patronaux dégage des lignes de force qui peuvent se résumer en quelques points :

- ☞ une volonté d'abandonner les systèmes éducatifs publics centralisés et une mise à mal de l'enseignement public par le maintien d'un sous-financement de l'enseignement ;
- ☞ une école au service de la compétition économique et ce au détriment des missions plus éducatives de l'enseignement ;
- ☞ une accentuation de la dualisation croissante de l'enseignement avec l'apparition, d'un côté, d'écoles d'élite réservées aux enfants de classes aisées et, de l'autre, d'écoles «pauvres» pour les enfants de milieux plus défavorisés. Cette politique néfaste entraîne un accroissement des injustices.

Pour les milieux capitalistes, l'école a donc pour tâche de soutenir l'entreprise capitaliste européenne. Cette volonté patronale est largement reprise et appuyée par les institutions politiques européennes et conditionne pour une large part les réformes des systèmes éducatifs en Europe. Pour le patronat, cette nouvelle politique dans l'enseignement devrait soi-disant favoriser la création d'emplois. Mais la création d'emplois ne dépend pas du système éducatif, mais bien de la situation économique. Et la politique patronale dans le domaine de l'emploi est, au contraire, de produire davantage avec le moins de main d'œuvre possible. De plus, un taux de chômage important permet au patronat d'exercer une pression sur les salaires et les conditions de travail.

Quelle école pour demain ?

Les enfants ne sont pas égaux devant l'école. Par son fonctionnement, ses structures, ses méthodes pédagogiques, ses contenus et programmes, l'école reproduit les inégalités sociales inhérentes à la société capitaliste en y reportant les cloisonnements sociaux : enseignement général et supérieur pour les plus favorisés, enseignement technique ou professionnel pour les moins favorisés. De plus, les conditions de travail dans l'enseignement se sont terriblement dégradées suite aux politiques d'économie et de rationalisation des gouvernements successifs.

Il faut changer de politique éducative en s'opposant fermement aux menaces qui pèsent sur notre enseignement et lutter pour :

☞ Le maintien et la promotion d'une école publique, démocratique et pluraliste.

Il est donc nécessaire de lutter contre toute forme directe ou indirecte de privatisation de l'enseignement. Il faut



s'opposer à toute immixtion de l'économie libérale dans la gestion, le fonctionnement, le contenu des programmes et les choix pédagogiques des écoles publiques.

☞ Un refinancement de l'enseignement à tous les niveaux.

L'école doit être dotée de moyens matériels et financiers suffisants afin d'assurer un encadrement pédagogique

efficace, des locaux agréables et adéquats, des moyens didactiques de qualité et une bonne formation des enseignants.

☞ La gratuité de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

L'enseignement est censé être gratuit. La réalité est toute autre et on assiste depuis plusieurs années à une augmentation des coûts des études, surtout au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur. Ces coûts grèvent lourdement le budget des familles les plus défavorisées. Nous revendiquons donc un enseignement gratuit pour tous les niveaux d'étude. Pour le primaire et le secondaire, nous exigeons la gratuité de toutes les fournitures scolaires (livres, cahiers, matériel, outils) et des activités parascolaires et extrascolaire (excursions culturelles et éducatives, piscine...). Pour l'enseignement supérieur, nous exigeons la suppression du minerval, ainsi que la gratuité des syllabus de cours.

☞ Un meilleur encadrement pour un enseignement de qualité.

Un encadrement déficient est un ampli-

Les conditions de travail des enseignants et des éducateurs sont devenues catastrophiques. S'ajoute à cette situation dégradée le phénomène de la violence lié à la dégradation des conditions sociales (misère, chômage, exclusions). Les prestations des enseignants sont de plus en plus lourdes et le temps consacré aux tracasseries administratives et à la paperasserie, aux concertations et aux conseils de classe, est disproportionné par rapport au temps consacré à l'enseignement proprement dit. Et n'oublions pas non plus le temps dévolu aux adaptations incessantes aux nouveaux programmes dont on se pose souvent la question de l'utilité par rapport aux réalités sociologiques vécues sur le terrain scolaire.

Le recrutement d'enseignants jeunes et motivés passe par une nécessaire et inévitable revalorisation de la profession. Il est aussi important d'alléger les tâches administratives et d'exiger l'intégration des directions de classe, des conseils de classe et des heures de concertation dans la plage horaire. Le remplacement immédiat des enseignants en congé de maladie est une nécessité afin d'éviter toute interruption préjudiciable aux étudiants. Enfin, il faut maintenir des possibilités de dégage-ment professionnel du personnel enseignant à partir de 55 ans et ce dans de bonnes conditions salariales.

☞ Un enseignement de qualité ouvert sur le monde et dégagé de tout esprit de compétition et de rentabilité.

L'école ne forme pas des jeunes «complets». Les uns sont spécialisés de manière trop précoce dans un métier ou une formation technique, alors qu'ils ne maîtrisent pas correctement la langue maternelle et ne disposent pas de suffisamment de compétences générales à la compréhension, à l'analyse et à la critique de notre monde contemporain. D'autres suivent un enseignement général dépourvu de toute formation technique et sont ainsi coupés des réalités du monde du travail. L'école actuelle n'a pas pour objectif l'instruction pour tous. Elle veut surtout former des travailleurs productifs, rentables et polyvalents pour tous les niveaux de la société capitaliste.

Il est donc important d'éviter une spécialisation trop précoce des étudiants par un cloisonnement trop rapide entre

ficateur des inégalités sociales. Il faut donc créer des normes d'encadrement plus favorables, aussi bien dans le primaire que dans le secondaire en permettant un dédoublement plus rapide des classes. Le maximum de 20 élèves par classe ne devrait pas être dépassé.

☞ De meilleures conditions de travail et une réelle revalorisation pour tout le personnel éducatif.

Enseignement

Injustice

Didier Lombard, le successeur de Thierry Breton à la tête de *France Télécom*, promet de supprimer seize mille postes en France d'ici 2008 pour les remplacer par les jetables de la sous-traitance. Normal: sa boîte n'a fait que 5,7 milliards d'euros de bénéfices en 2005, les actionnaires crient famine. La rémunération du PDG atteignait péniblement 1,07 million d'euros l'année dernière, soit douze fois moins que celle du PDG de *LVMH*, Bernard Arnault (12,3 millions d'euros). Marre des inégalités!

(Source: CQFD)

Mittal prend le pouvoir

Pas de surprise, la mascarade n'aura duré que trois mois. Lakshmi Mittal prend seul les rênes d'*Arcelor* suite à la «démission» de Roland Junck. C'est une nouvelle preuve qu'en matière de business, les promesses n'engagent que celles et ceux qui veulent bien y croire.

Ryanair

L'ultralibéral Michael O'Leary, anti-syndicaliste féroce et par ailleurs administrateur délégué de *Ryanair*, a annoncé pour sa compagnie un bénéfice net record de 329 millions d'euros pour le 1^{er} semestre de l'exercice 2006. Il s'agit d'une progression de 39 % par rapport à la même période de l'année passée. Nous voilà rassurés: l'argent que le contribuable donne à *Ryanair* via les aides diverses et variées de la Région wallonne n'est pas perdu pour tout le monde.

Réveillon du CLEA pour nos libertés !

En solidarité avec Bahar, le Comité pour la Liberté d'Expression et d'Association a l'honneur de vous convier
ce 31 décembre à sa

soirée de Nouvel An

Au programme :

Grand buffet «Cuisines du Monde»
Musiciens d'Ici et d'Ailleurs
Soirée dansante

à 19 h à la salle CEFA,
89 avenue du Parc à Saint-Gilles,
à 2 pas de la Barrière.

Inscription par mail à contact@leclea.be

Inscription effective après versement sur le compte
363-0054263-80 (Communication : «Réveillon»)

Les bénéfices seront intégralement consacrés au travail du CLEA
www.leclea.be

l'enseignement général, technique et professionnel. Un début de spécialisation ne devrait se faire qu'en fin de secondaire. Tous les jeunes devraient jouir d'une vaste et solide formation à la fois théorique et pratique, générale et polytechnique. Il faudrait remettre sur le tapis la conception jusqu'à présent jamais appliquée d'un «tronc commun» pour tous les étudiants du secondaire: une formation générale de base développant un esprit social, de solidarité, de travail et d'émulation collective, un enseignement ouvert, basé sur la compréhension des réalités du monde contemporain et développant en parallèle le respect de l'autre, mais aussi l'esprit critique. L'école doit surtout être un milieu de vie, d'expérimentation et d'expression pour les jeunes. L'enseignement professionnel, trop souvent considéré comme un «dépotoir» pour élèves dits «faibles», devrait disparaître progressivement au profit d'un enseignement technique revalorisé.

Pour réaliser ces objectifs, l'argent existe !

Le gouvernement prétend qu'il n'y a pas d'argent pour la Communauté, et notamment pour l'enseignement, mais n'hésite pas à dépenser des milliards pour financer une réforme fiscale surtout favorable aux revenus élevés et qui ne touche en rien aux revenus du

capital. De plus, il dispense des dizaines de milliards avec largesse sous forme de subsides sans contrôle public aux entreprises privées, qui remercient les contribuables en licenciant en masse les travailleurs ou en délocalisant sans aucun état d'âme.

L'argent des institutions publiques doit donc être utilisé autrement. Mais il est nécessaire aussi de dégager de nouveaux moyens financiers en exigeant plus de justice fiscale par :

- ☛ une taxation des grosses fortunes et des entreprises à haut taux de profit ;
- ☛ une lutte contre la grande fraude fiscale ;
- ☛ une plus juste répartition de l'impôt direct.

Pour conclure, méditons ces pensées d'Albert Jacquard :

«Une société apparemment démocratique risque d'être tout aussi barbare si elle adopte des objectifs incompatibles avec l'épanouissement de chacun. Tel est le cas des sociétés dites libérales qui ont choisi comme moteur la compétition et comme guide de leur action les critères financiers. Ce risque est particulièrement mis en évidence par la politique qu'elles adoptent pour leur système éducatif.»

ROBERT HOUTAIN

Sortir l'école des filets libéraux

Les récentes négociations sectorielles dans l'enseignement et le mouvement de grogne qui les a accompagnées (actions de protestation qui se sont traduites par des démarches auprès de responsables politiques de la majorité) ont remis à l'avant-plan de l'actualité (ne fût-ce que l'espace de quelques semaines) toute la lancinante question de l'avenir de l'École. Les maux qui la frappent restent, pour tout progressiste, aigus, obsédants, même si les accès de fièvre et de protestation ne relèvent plus, hélas, que du caractère épisodique.

Relevons les dossiers qui fâchent ou qui appellent à la révolte. Pêle-mêle.

Tout d'abord, les questions institutionnelles, qui constituent la toile de fond de la médiatisation auquel s'est livrée la majorité politique francophone. Cette dernière a fait la démonstration du financement insuffisant de l'enseignement, même à travers une loi de financement revue et corrigée. Elle a étalé un bricolage institutionnel qui, s'il assure provisoirement l'équilibre du budget de la Communauté française, traduit des politiques régionales à géométrie variable qui fragmentent encore davantage le paysage scolaire francophone (les aides régionales à Bruxelles se construisant en sus avec une longueur de retard sur la Wallonie).

Indubitablement, resurgiront tôt ou tard, dans le débat politique fédéral, la question du refinancement (dont les termes sont différents au Nord) et celle des institutions au sein du paysage francophone. Peut-être pas de manière directe, mais à coup sûr de manière larvée et répétée (voir en septembre dernier le débat sur la contribution de la Communauté à l'allocation de rentrée et l'élaboration des politiques d'infrastructure à travers les *Centres de technologies nouvelles* et les *Centres de technologies avancées*).

Ensuite, la situation sociale des travailleurs de l'enseignement. Le déclin de l'institution «École» va de pair avec la raréfaction du recrutement des maîtres, due tout autant à la dégradation de la valeur sociale de leur fonction (à mesurer en termes tout autant symboliques que monétaires dans une société où le règne de la marchandise croît toujours, et de manière notable sur le plan du marché culturel) qu'à la fragilité de leurs conditions de travail. Et la difficulté de cette condition enseignante n'a jamais été aussi bien soulignée que par les grandes consultations conduites en 2004 à travers diverses études universitaires (qu'un gouvernement arc-en-ciel avait commanditées en fin de législature... sur base de demandes syndicales). Et notre thèse est que le changement – vers une école plus démocratique, plus solidaire et réductrice des inégalités – ne sera possible que si toute politique innovante s'accompagne de mesures positives à l'égard des maîtres (et du type de celles réclamées lors de cette négociation sectorielle: un meilleur encadrement pédagogique au niveau du 1^{er} degré du secondaire pour y briser les orientations négatives et en 1^{ère} année de l'enseignement supérieur pour y aider à la réussite). La relecture des résultats de ces études est singulièrement vivifiante pour tout qui veut conduire une politique d'éducation pour une autre école; il est regrettable que les décideurs politiques n'y recourent pas plus fréquemment. Évidemment, il est tellement plus simple de faire appel à des approches macro-économiques pour stigmatiser tel ou tel ratio en comparaison avec tel ou tel pays voisin...

À citer des études, nous en terminons avec celles qui interpellent le plus

et qui interrogent sur la finalité de l'École, les enquêtes *Pisa*. L'opinion, largement alertée, en a retenu le faible niveau moyen atteint en Communauté française. Mais aurait dû être davantage souligné l'écart considérable entre une frange d'excellents résultats et une autre frange largement inférieure. Autrement dit, l'École est profondément sélective; elle classe, trie et oriente toujours autant que par le passé, selon des normes marquées d'un apparent bon sens commun et derrière lesquelles se cachent et se perpétuent d'intolérables inégalités sociales et culturelles. Aux yeux d'une idéologie libérale froide, l'École n'est pas en crise aujourd'hui; elle n'a jamais aussi bien fonctionné et est redoutablement efficace dans un processus interne et silencieux de légitimation et de perpétuation des rapports de domination. Le problème qu'elle pose néanmoins, c'est de ne pas pouvoir former une main d'œuvre immédiatement employable sur le marché du travail, une main d'œuvre qui ne corresponde pas aux besoins immédiats des entreprises soumises à une loi de la concurrence de plus en plus féroce.

Pour les progressistes, l'enjeu aujourd'hui est de construire et de s'entendre autour d'un grand projet novateur pour l'École, un projet qui s'inscrive dans la durée. Un projet imprégné d'une idéologie latente forte, un projet crédible, un projet rassembleur de toute la gauche et dépassant les clivages – et nombreux sont ceux hérités du 20^{ème} siècle – dont la droite se nourrit. Après la décennie de désinvestissements des années '90, après un projet de contrat stratégique qui n'a pu décoller – mais dont la texture constituait un véritable premier grand projet depuis l'introduction du rénové dans les années '70 –, la gauche saura-t-elle hisser la voile et déterminer un cap vers une école plus juste et plus égalitaire? Ou laissera-t-elle les sirènes de l'Europe libérale s'installer peu à peu au gouvernail?

Que sonne l'heure des forces de gauche, de la rose au réséda, pour une école plus juste et plus égalitaire!

PROSPER BOULANGÉ

Secrétaire général CSC-Enseignement

Quand OXFAM fait la pub de Verhofstadt

Quand *OXFAM* dénonce la multinationale *IKEA* et met au jour les conditions de travail pénibles et l'exploitation des travailleurs et petits producteurs du Sud, on applaudit des deux mains. Par contre, quand l'ONG se prend pour une chaîne commerciale comme une autre et lance une coûteuse campagne de pub on s'interroge. Quand on voit sa dernière campagne on est carrément furieux. Qui retrouve-t-on (entre autre) au centre de cette campagne? Guy Verhofstadt, le *Baby Thatcher*, chantre du libéralisme. La publicité d'Oxfam devient alors une publicité électorale pour des personnalités en vue qui, non seulement ne se soucient nullement de commerce équitable, mais soutiennent ouvertement des politiques incompatibles avec cette équité dans les échanges. Messieurs Di Rupo, Verhofstadt et Stevaert ont dû se réjouir de ce soutien magnifiquement programmé. Plus que probablement, ces bons services fournis aux principaux personnages de l'État mettront un peu d'huile (inéquitable) dans les rouages de tel ou tel dossier administratif. Le peuple de gauche qui a fait *Oxfam* peut lui aller se rhabiller (équitable) ailleurs.



Pour en savoir plus:

http://demonstrateursdepub.be/Quand_le_commerce_equitable_fait_de_la_pub

Les nouveaux damnés de la Terre, debout pour se sauver eux-mêmes

Assignés à la même position que les vagabonds du Moyen Âge, les nouveaux errants que sont les sans-papiers¹ incarnent ce que nous pourrions appeler, en s'inspirant des travaux de Robert Castel, «la nouvelle question sociale mondialisée» ou la figure de proue de la mondialisation de la question sociale, «l'avant-garde des peuples» (Arendt) à travers laquelle les contradictions de la mondialisation capitaliste se formulent et s'ocultent à la fois.

On ne peut en effet chercher à comprendre ce «phénomène» et vouloir trouver des «solutions» aux misères des sans-papiers sans en arriver à démêler et détricoter les mailles d'un filet complexe où interviennent les traits saillants du système de production mondial et du nouvel ordre politique et policier déployé pour en gérer les contradictions. On ne peut expliquer le développement d'une immigration irrégulière sans prendre en compte les impératifs de la dérégulation salariale et du post-fordisme en quête de travailleurs précaires et flexibles dont le clandestin incarne le prototype (tout comme l'immigration de travail par contingent fut instrumentalisée par les besoins de l'industrialisation fordiste d'après guerres). On ne peut saisir les incohérences et effets pervers des politiques de la non immigration sans interroger les tentatives d'un pouvoir étatique en perte de crédibilité cherchant à réaffirmer – à grands coups de manipulation, d'exacerbation et de fabrication de peurs – sa souveraineté en se focalisant sur ses fonctions policières de gestion des territoires et des populations, au détriment de ses missions sociales – réduites, privatisées ou reléguées à la responsabilité individuelle – et de son interventionnisme économique abandonné au nom d'une pseudo doctrine du laisser-faire.

En Belgique, cette question a émergé politiquement vers la fin des années '80, en plein virage néolibéral. Au départ, les revendications et la mobilisation autour du sort des sans-papiers – absence de droits, précarité et



© Indymédia - Chris

impasses dans lesquelles ils subsistent, menaces de détention et d'éloignement forcés... – furent portées de manière prédominante par des associations ou collectifs militants, timidement suivis par les sans-papiers anxieux de s'afficher au grand jour. Depuis deux bonnes années, ce combat a pris un nouveau souffle et une tournure inédite puisque, encouragés par leurs camarades français lors de la marche européenne des sans-papiers en juin 2004, ce sont les sans-papiers eux-mêmes qui ont pris leur destin en main et de s'unir, toutes nationalités confondues, au sein de l'UDEP (*Union de Défense des Sans-Papiers*, créée à Liège fin 2004 et aujourd'hui généralisée à travers toute la Belgique)². Dans la foulée, se sont enchaînés, selon un rythme effréné, conférences de presses et manifestations, occupations d'églises (plus d'une quarantaine), actions symboliques (telle que l'organisation d'un simulacre de scrutin

en faveur de la régularisation le dimanche précédant les élections communales), grèves de la faim et autres actes désespérés.

Tous ces étrangers en situation irrégulière, poursuivis par des *ordres de quitter le territoire*, ont enfin osé sortir de l'ombre et de l'invisibilité où voudrait les confiner la politique officielle des États européens, décidés à s'afficher, à s'affirmer, à s'auto-organiser non plus dans le seul espoir d'améliorer leur situation personnelle, mais afin de revendiquer au nom de principes universels – liberté (de circulation), égalité (de droits), fraternité (entre les peuples) – et de promouvoir une solution globale et structurelle pour tous leurs camarades. Leurs mots d'ordre sont simples: régularisation de tous les sans-papiers, arrêt des expulsions, suppression des centres fermés. Ayant mesuré la faible portée de la loi du 22 décembre 1999 (dont leur mouvement atteste qu'elle est loin d'avoir résolu la question), et développant une vision à long terme, ils ont été jusqu'à élaborer une proposition de loi instaurant une procédure de régularisation permanente, selon cinq critères clairs et précis.



© Indymédia - Timothee Redkintzen

Si de nombreuses formes de solidarité citoyenne et locale se sont développées autour des occupations, si Écolo a accepté de déposer la proposition de loi

de l'UDEP au parlement, on s'étonnera de constater les timides ou tardifs soutiens apportés par les grosses machines associatives, politiques ou syndicales à ce combat autogéré. Soutien d'autant plus nécessaire que les armes (occupations et grèves de la faim) choisies, en désespoir de cause, par les sans-papiers ne pourront par définition faire long feu dans un combat qui s'annonce de longue haleine, avec un hiver à traverser, une échéance fixée aux élections législatives de mai 2007 (bien qu'à l'instar des communistes, les sans-papiers ne devraient pas se faire trop d'illusions à l'égard des élections en démocratie néolibérale...). Les associations, syndicats et partis disposent de moyens d'intervention bien plus larges que les personnes en situation d'irrégularité et de précarité et devraient aujourd'hui les mettre à leur disposition.

Quant aux réponses des autorités, elles ne nous étonneront malheureusement guère. Ce fut d'abord un parfait silence, le déni des doléances, quelques déclarations méprisantes ou vexatoires suivies de tentatives d'intimidation (rappel du caractère délictueux de l'assistance aux personnes en séjour irrégulier, arrestations de sans-papiers lors de manifestations, interdiction de rassemblement à Saint-Gilles puis évacuation violente des grévistes...). Le Ministre n'entend donner aucune suite à la revendication principale des sans-papiers.

Ni de manière structurelle, puisque la proposition de loi de l'UDEP n'a nullement été prise en compte lors de la réforme de la loi sur les étrangers en juillet dernier. Patrick Dewael refuse ce genre de solution soit parce qu'elle régulariserait «tous» les illégaux, soit, paradoxalement, parce qu'il considère qu'une commission indépendante et des critères clairs pour la régularisation limiteraient les possibilités de régulariser des étrangers. Aussi, reste-il «partisan du maintien d'un article prévoyant un pouvoir discrétionnaire relativement important pour le ministre»³. Ni de manière ponctuelle: «je m'oppose de toutes mes forces à une opération collective». Ni même à plus petite échelle en réponse aux actions parfois désespérées des sans-papiers ou demandeurs d'asile déboutés qui laissent le Ministre de



© Indymédia - Timothee Redkitten

marbre, ressassant comme ses prédécesseurs qu'il tient toujours à maintenir le dialogue, mais ne négocie jamais sous la pression (il est vrai que ses interlocuteurs ne sont nullement sous la pression, seulement sous la menace d'une expulsion et sans droits ni ressources...). Dans certains cas, acculés par l'amplification et la médiatisation du mouvement, l'Office des Étrangers ou son Ministre se sont résolus, à l'instar des précédents cas de grèves de la faim, à distribuer par-ci par-là quelques promesses de pseudo-solutions individuelles et temporaires (suspension momentanée des ordres de quitter le territoire, engagement à réexaminer des demandes sans rien garantir quant aux conclusions de l'examen). Cette fois, les grévistes ne se sont pas laissés duper et continuent à exiger une solution politique globale.

Interpellé au sujet de l'aide aux sans-papiers tolérée lorsqu'elle relève de motifs purement humanitaires, le ministre Dewael (*The Wall* ou *PD* tel que le nomme les sans-papiers) en arriva à affirmer que l'option humanitaire «n'est pas compatible avec la politique générale» de l'immigration menée par le gouvernement et risque de la remettre en cause, ce qui provoquerait ce fameux «appel d'air» (qu'aucune étude n'a jamais pu prouver) et apporterait «de l'eau au moulin de l'extrême droite» (alors que les chiffres montrent bien que la politique menée par les gouvernements de ces quinze dernières années n'ont pas du tout favorisé l'essor du VB). Cette volonté d'une politique sciemment inhumaine afin d'éviter que la Belgique ne devienne le pays «le plus attrayant du monde», afin aussi de terroriser les migrants déjà présents et

de les livrer à la merci de toutes les exploitations, nous incite à considérer les révélations accablantes, qu'ont récemment confiées à Michel Bouffieux des gardiens du centre fermé de Vottem⁴, non comme des dérapages ou dysfonctionnements mais comme des rouages du fonctionnement normal d'un système inhumain de gestion à flux tendus de la misère du monde.

MATHEU BIETLOT

¹ En témoigne cet exemple de recyclage institutionnel: suite à l'abolition de la loi sur le vagabondage, les bâtiments de l'ancienne prison de Merksplas qui les «hébergeaient» ont été réaffectés, en mars 1994, aux immigrés dits «illégaux».

² <http://udep.blogspot.com/>

³ Les citations sont issues de réponses à des questions parlementaires publiées dans les comptes rendus des séances plénières ou de commission. Afin de ne pas alourdir cet article, les références du *Moniteur Belge* n'ont pas été mentionnées.

⁴ Centre fermé de Vottem, des gardiens parlent, *CinéTéléRevue*, 16 novembre 2006. Ces confidents anonymes soulignent notamment: le maintien en cachot ou en isolement pendant des mois bien au-delà de la durée maximale (cinq jours) et sans motif valable, les mises à nu des semaines durant, les cellules infectées d'urines et d'excréments, l'indifférence aux nombreux actes d'auto-mutilation, la «confusion des rôles» et l'incompatibilité entre la soumission du personnel des centres aux objectifs et à la logique du ministère de l'Intérieur et la déontologie des médecins, assistants sociaux ou psychologues, l'inadéquation entre les conditions de détention et le public détenu (enfants, malades mentaux, personnes traumatisées, toxicomanes, Smex...), de nombreux cas psychiatriques graves ou de tuberculose non traités, relâchés dans la nature ou rapatriés sans suivi, les violences sérieuses lors des expulsions. «Rien n'a changé depuis Semira». Les policiers utilisent des techniques de coups «assez incroyables, qui ne laissent pas de traces».

De la coccinelle mécanique à l'araignée financière

Les studios de *Disney* et bien des collectionneurs acharnés de vieux tacots firent de la coccinelle un symbole de l'industrie automobile, symbole au demeurant dû au Troisième Reich nazi. Aux USA, il en fut de même, dans la veine populaire, de la *Ford T*. La France eut sa «deuch» et les Italiens leur *Fiat 500*.

Dans cette pénétration sociétale de l'automobile, la Belgique des années '30 n'était pas en reste. *FN*, *Saroléa*, *Minerva* et bien d'autres firmes construisaient camions, autos, motos. En amont de ces nouvelles industries de la deuxième révolution industrielle, s'étaient développés, surtout en Wallonie et à Bruxelles, des entreprises mécaniques (presses, machines de soudage, d'usinage, de transfert...), des aciéries de moulage, le secteur du pneumatique. Le secteur automobile devenait progressivement le principal client des sidérurgistes avant la construction navale, le ferroviaire et la construction civile. Bref, dans l'après seconde guerre mondiale, ceux qui disaient «quand le bâtiment va, tout va» auraient dû ajouter «et la construction automobile aussi»!

Puis, dans les années '70, la mécanique wallonne déclina. Beaucoup d'entreprises étaient familiales. Une fraction de la troisième génération patronale préférait souvent parader, jouer au golf, que gérer l'entreprise héritée et investir dans la recherche-développement pour maintenir le niveau qualitatif de la production. Beaucoup d'entreprises aussi étaient liées au groupe de la *Société Générale*. Celui-ci se désengagea non seulement du secteur charbonnier, de celui de l'acier, mais aussi de bien des activités de transformation métallique, là où se réalise l'essentiel de la richesse économique créée: la valeur ajoutée. Là où résidaient les plus fortes qualifications et les meilleurs salaires. Les prémices d'une financiarisation de l'économie résidèrent dans le désengagement progressif de la «*Générale*» du secteur industriel vers la banque-

assurance, l'énergie, l'immobilier, les placements internationaux, jusqu'à son avalement final, en 1987, par le groupe Suez.

L'État, béquille du capital

La déperdition du tissu industriel belge des années '65-'80, surtout en Wallonie et à Bruxelles, vit le ministre SP Spinoy et ses homologues wallons et flamands promouvoir une politique d'aides publiques et de défiscalisation des investisseurs privés, essentiellement étrangers, souvent états-uniens. On délocalisait, à l'époque, vers la Belgique. Une telle politique économique a traversé toutes les dernières décennies et s'est accompagnée de plus en plus du refus des pouvoirs publics d'intervenir et de réguler les choix du secteur privé en fonction des aides octroyées. C'est dans ce cadre qu'il faut situer le développement du secteur de l'automontage en Belgique avec les implantations de *Citroën*, *Michelin* et *VW* à Bruxelles, le développement de *Renault* à Haren, l'arrivée de *Ford* à Genk, de *GM* à Anvers, de *Volvo* à Gand et de *Leyland* à Seneffe.

Les aides publiques ont servi à compenser, un temps, des pertes d'emplois aussi dans des entreprises pointues de la mécanique et de l'électromécanique car gérées par un patronat fatigué et/ou choisissant la rente plutôt que les activités créatrices. Ces aides ont pu colmater momentanément des pertes d'emplois, sur le plan quantitatif du moins, dans la mesure où le secteur de l'automontage est un domaine à faible valeur ajoutée et, en moyenne, à emplois peu qualifiés. Chez *VW*, la valeur ajoutée par l'usine de Forest représente seulement 20% de son chiffre d'affaire. Autrement dit, on assemble des segments de voitures produits ailleurs. L'apport au PIB belge est plus faible que dans bien d'autres secteurs économiques. Dans la mécanique, la valeur ajoutée tourne autour de 60% des ventes, trois fois plus qu'à *VW Forest*!

Belgique, pays en voie de sous-développement !

La politique économique des dix derniers gouvernements a non seulement substitué du capital étranger au capital national plus identifiable, mais accru notre dépendance technologique vis-à-vis des multinationales. D'autres pays de l'UE, bien que de taille plus réduite que le nôtre, ont su maintenir leurs avancées technologiques et les consolider. On pense en particulier aux pays scandinaves, à l'Autriche. La classe politique, donc, a littéralement démissionné de l'ingérence keynésienne publique dans l'économie nationale.

Le «miracle» par les lois «d'expansion», sauce gouvernementale, a commencé à se déliter dans les années '80 avec les fermetures en série de *Citroën*, de *Michelin*, de *Leyland* puis, plus tard, de *Renault* sans compter toutes celles dans d'innombrables autres secteurs. L'industrie belge est passée, en moins de 70 ans, de la fabrication intégrale de la «coccinelle mécanique» ou de ses équivalentes à l'assemblage de sa version moderne en mécano, avec mode d'emploi et pièces détachées conçus ailleurs et pas nécessairement uniquement dans des pays à bas salaires.

Toile d'araignée financière

L'étape suivante, dans le cas *VW*, c'est usine ou banque? En fait, les deux. L'automontage sert d'alibi à l'activité essentiellement financière via le fonctionnement du centre de coordination, la banque du groupe. Dès l'arrivée du gouvernement Martens-Gol, en '81, s'additionnent une série de réformes fiscales profondes. Toutes vont dans le sens de la réduction de l'intervention du grand capital privé dans les recettes publiques, donc dans le soutien à une politique de redistribution sociale-démocrate classique, ce qui met en question actuellement le bien-fondé politique de la social-démocratie. Les centres de coordinations, les *call centers*, font partie de l'opération de

défiscalisation des grandes entreprises et d'encouragement aux activités strictement financières des groupes transnationaux implantés en Belgique. Le centre de coordination est en fait une banque interne du groupe. Il est fiscalisé à hauteur de 1% (souvent moins) de ses profits, mais selon d'autres critères que l'impôt des sociétés (25 à 30%). Il prête aux filiales industrielles du groupe, donc draine les profits dans un véritable paradis fiscal localisé généralement à Bruxelles. C'est Monaco, les Bahamas, les Iles Vierges *at home* !

La Belgique a rapidement hébergé quelque 250 centres de coordination. Sur le plan macroéconomique, la disposition légale, en vigueur depuis plus de vingt ans, occasionne une perte fiscale de plus d'un milliard d'euros pour les finances publiques chaque année. Une perte cumulée équivalente à un an de budget fédéral depuis l'avènement du néolibéralisme dans notre pays ! Et dire que Reynders ne sait pas payer les 2,5 milliards d'euros que le gouvernement doit actuellement à ses fournisseurs !

Le cas VW ou la coccinelle aspirée par l'araignée

Le centre de coordination de VW est créé en 1992. Il occupe aujourd'hui une quarantaine de personnes localisées sur l'avenue Louise à Bruxelles. L'usine de Forest engage, à l'époque, l'équivalent de 125 millions d'euros pour constituer une part du capital du centre, soit 40%. Elle n'est donc pas majoritaire. Par la suite, l'usine empruntera 165 millions d'euros au centre et donc y transférera une large part de ses profits industriels, lesquels seront ainsi détaxés. Ainsi, au cours des quatre premières années du millénaire, le centre de coordination de VW versera au fisc de l'ordre de 0,1% de ses bénéfices annuels. Par contre, dans les années qui ont suivi la création du centre, ce sont quelque 125 millions d'euros qui ont servi à rémunérer les patrons allemands.

On assiste bien à une double opération de pompage de l'activité industrielle. Celle, de plus en plus classique aujourd'hui, d'une rémunération insupportable du gros actionariat et des managers principaux. Celle, aussi, d'une accumu-

produit annuellement quelque 200.000 voitures. Les effectifs de l'usine sont passés de 7.700 à 5.500. Sans commentaires.

Vous avez dit capital productif, à risque ?

L'usine de Forest réalise, bon an mal, un chiffre d'affaire de 2 bons milliards d'euros. Pour ce faire, elle dispose de fonds propres de l'ordre de 70 millions d'euros. Nous l'avons dit, la valeur ajoutée est faible. Elle atteint à peine 20% du chiffre d'affaire, environ 400 millions, soit 5 fois les fonds propres.

Le centre de coordination dispose de 1 à 1,5 milliards d'euros de fonds propres soit 20 fois plus que l'usine de production. La valeur ajoutée représente 1,3% des fonds propres soit 20 fois moins que celle de l'usine. L'emploi créé est 15 fois inférieur à celui engagé par celle-ci, les bénéfices dix fois supérieurs, la fiscalité quasi nulle. Qui ne veut y voir une activité purement financière, strictement parasitaire et sans risque, parce que se sont les filiales industrielles belge, allemandes, espagnole, portugaise... qui constituent obligatoirement le pré carré des prêts du centre ?

Bref, pour la croissance de la Belgique, tout comme pour la création d'emplois, pour les finances publiques, pour le développement humain, l'intérêt du centre est nul. Pourquoi donc toutes les coalitions politiques fédérales se sont-elles évertuées à maintenir une telle disposition fiscale depuis 25 ans ?

Vous avez dit harmonisation fiscale européenne ?

Ils disent être en faveur de l'harmonisation fiscale de l'UE. Les réunions d'ECOFIN, des ministres européens des finances, tournent en rond, hors la TVA, depuis des décennies. Chacun attend que les autres commencent par supprimer leurs arsenaux fiscaux favorables aux patronats. Luxembourgeois, Irlandais, Hollandais et les nouveaux membres. Bref, les gouvernements belges ont eu «d'excellentes raisons» pour reporter l'extinction de la législation sur les centres de coordination. En 2012, dit-on actuellement !

En attendant, après *Renault* et la



Renault, *Caterpillar*, *VW*, *GM*, et bien d'autres, ont rapidement mis à profit cette législation soi-disant créatrice d'emplois. En fait, sur les 8.000 personnes occupées dans ces filiales financières belges, une bonne part provient de transferts d'une filiale industrielle ou commerciale vers leur centre de coordination. Pour pouvoir créer une telle structure, le groupe doit disposer d'un capital de 25 millions d'euros, réaliser dans le pays un chiffre d'affaire de 250 millions d'euros l'an et... embaucher officiellement 10 personnes.

l'accumulation forcée des profits tirés de la production et de la vente des voitures par les structures spéculatives internationales et parasitaires en termes de développement économique et social réel. Telle accumulation est évidemment imposée au pas de charge aux travailleurs au nom de la rente à octroyer pour les emprunts consentis auprès du centre de coordination. Avec ses corollaires : flexibilité et productivité extrêmes, stock nul, élargissement de l'exploitation aux PME sous-traitantes, etc. De 1996 à 2006, *VW Forest* a

Sabena, les travailleurs de VW sont abandonnés par le monde politique qui pratique systématiquement une stratégie de non-intervention sur le plan économique. Des accompagnements aux restructurations certes, au demeurant payés par les autres actifs. Une loi *Renault* non appliquée et qui ne va vraiment pas loin du tout. La poursuite des aides publiques diverses sans contrôle, avec toute l'inefficacité que démontre encore l'affaire VW.

Épilogue

VW ne fermera pas complètement Forest. Il lui faut maintenir son centre de coordination, donc ses intérêts financiers. Il lui faut donc garantir un chiffre d'affaire, en Belgique, de 250 millions d'euros. La production de quelque 40 à 60.000 véhicules par an devrait suffire amplement. Quant au capital prescrit par la loi, on s'arrangera, le cas échéant, avec des robots inutilisés ou des bâtiments reconvertis! Tant pis pour les travailleurs... Quand est-ce que le monde politique et syndical se décidera-t-il à intervenir enfin dans les affaires des multinationales?

PIERRE BEAUVOIS

Dans son communiqué national du 30 novembre 2006, le PC réagissait avec des propositions concrètes au drame de VW-Forest.

En voici un extrait :

- OUI à un impôt européen sur les revenus du capital et à un contrôle strict de la circulation des capitaux de l'UE vers les paradis fiscaux.
- OUI à une taxe sur les machines afin d'éviter une automatisation excessive de l'économie.
- OUI à un passage progressif à 32h/semaine sans perte de salaire. La productivité augmente, plutôt que d'augmenter les bénéficiaires, réduisons le temps de travail.
- NON au dogme du libre-échange qui met les travailleurs du monde entier en compétition, causant des délocalisations massives et nivelant par le bas les conditions de travail et la protection sociale.
- OUI à un certain protectionnisme conditionnant l'entrée de biens et services dans l'UE au respect d'un certain nombre de conditions sociales (droits syndicaux, salaire minimum,...) et conduisant plutôt à un échange équitable.
- OUI à un renforcement de la loi «*Renault*» (interdiction de licenciements aux entreprises qui font du profit, retour des aides accordées par la Région à ces mêmes entreprises qui délocalisent pour simplement faire encore plus de bénéfice pour leurs actionnaires).
- NON aux zones franches et aux centres de coordination, véritables paradis fiscaux intra muros.

Vous trouverez l'intégralité de ce communiqué sur le site du PC, à l'adresse

<http://www.particomuniste.be/politique-nationale/social/catastrophe-de-vw-forest-il-est-temps-de-changer-de-cap-!.html>

Une journée ordinaire à Forest

Certains se sont étonnés de l'engouement des ouvriers de VW à quitter leur entreprise volontairement. On a même eu le mauvais goût d'insister lourdement sur l'appât d'une prime de départ substantielle. La réalité est toute autre. En voici un exemple, une anecdote éclairante, recueillie sur place.

Après les réductions d'effectifs (car il y en a déjà eu des tas, chez VW Forest), les restructurations, les réorganisations en vue d'une augmentation de la productivité, c'est la chasse permanente au maillon faible. On ne le constate nulle part mieux qu'au service médical.

Les accidents de travail, dus au stress, ont augmenté de façon spectaculaire, mais... cela n'apparaît guère dans les statistiques. Harry Potter et sa baguette magique sont-ils passés par là? Non, simplement l'effet de la 'nouvelle culture' d'entreprise.

Un exemple. Un ouvrier, que nous nommerons Xavier, se blesse à la main. Effet de la 'nouvelle culture', il se sent responsable. Après les réunions vantant l'excel-

lence de l'outil, la sécurité des chaînes de montage, un accident n'est pratiquement plus possible qu'à la suite d'une défaillance humaine. Or, cette dernière est considérée comme l'expression d'une mauvaise adaptation au boulot, anti-chambre du C 4.

Donc, le blessé refuse de se faire examiner par le médecin d'entreprise. Immanquablement il serait mis en congé de maladie. Or, ce travailleur a déjà connu une absence pour cause médicale dans l'année - et deux certificats médicaux en un an, c'est la preuve que l'on ne convient plus et donc la mise sur une liste noire qui vous met en tête des licenciés en cas de 'restructuration pour raisons économiques'. Précisons que ces comportements patronaux et ces listes noires n'ont rien d'officiel, et les responsables nient farouchement leur existence. Mais tout le personnel sait que c'est bien cela, le schéma de fonctionnement.

Pour ne pas aller chez le médecin d'entreprise, Xavier prétend qu'il s'est blessé en faisant du jardinage pendant le week-end. Personne n'est dupe, et certai-

nement pas le chef d'équipe qui aurait cependant dû signaler l'incident au médecin d'entreprise, obligé de dresser procès-verbal pour d'évidentes raisons d'assurances et d'établissement des responsabilités. On préfère faire semblant de croire à la maladresse de jardinage. Xavier va donc consulter un médecin extérieur, à ses frais. Il refuse le congé qui lui est proposé et se révèle nécessaire pour une guérison rapide et efficace. Il retourne au boulot... où son chef d'équipe lui fait remarquer, au bout de la semaine, que sa productivité a baissé (évidemment, avec une main handicapée!) et que ce serait bien s'il pouvait remédier à ça au plus vite.

En réalité, Xavier appartient à cette catégorie de travailleurs en dépression larvée, victimes d'une cyclothymie qui les ballo- te entre faux espoirs et peur des lendemains. Ils n'ont plus qu'un but, tournant à l'obsession: sauver ce qui peut l'être, au besoin au détriment des copains. La solidarité a été brisée par les plans patronaux, soutenus par la complicité des gouvernements, aussi colorés soient-ils.

ALEXIS BORODINE

Faut-il se réjouir des dernières communales ?

Le dimanche 8 octobre, plus de 7 millions d'électeurs se sont rendus à leur bureau de vote pour remplir leur droit de citoyens de voter. Ce chiffre n'est cependant pas exact, puisque l'on estime à 15-16% le nombre de gens ne s'étant pas déplacé ou ayant voté blanc ou nul, un chiffre relativement stable mais non moins interpellant. Cette analyse se concentrera sur les résultats de l'extrême droite et de la gauche radicale, faisant l'impasse sur les résultats des partis «traditionnels».

Le succès de l'extrême droite

Malgré tout ce qui a été dit, l'extrême droite sort gagnante de ces élections. Certes, le dimanche noir a pu être évité par l'impossibilité du Vlaams Belang de casser le cordon sanitaire et d'obtenir des bourgmestres ou des échevins, même dans des communes où il flirte avec les 35-40% et où il est le premier parti (34,7% à Schoten, 41% à Merksem et 44% à Deurne). Il est cependant étonnant de considérer comme une victoire le fait qu'un parti ne passe pas une barre aussi élevée ! De même, s'il faut se réjouir de la défaite de Filip Dewinter dans sa tentative de conquête, symboliquement très puissante, d'Anvers, et qu'il soit dépassé par Patrick Janssens en nombre de voix de préférence, il ne faut pas oublier que le VB atteint 33,51%. Il faut aussi constater que, avec ces élections, le VB s'implante quasi partout en Flandre avec des listes dans 247 communes, soit 57 de plus qu'en 2000, et en réussissant des scores autour des 10% dans des communes aussi dépourvues d'étrangers que La Panne ou Knokke-le-Zoute ! Le VB atteint même 18% à Leeuw-St-Pierre où il se présentait pour la première fois. C'est là le signe tangible d'une implantation durable, qui s'étend géographiquement et qui a réussi à conquérir la classe moyenne, milieu sociologique historique de l'extrême droite. Globalement le VB passe de 442 conseillers communaux à 786 et de 54 conseillers provinciaux à 88. Dit

autrement, le VB a quasiment doublé sa représentation, réussissant ainsi un de ses objectifs. Une victoire pour les démocrates ? Un coup d'arrêt ? Un plafond ? Au contraire, il s'agit peut-être là d'un palier, d'un marchepied pour les campagnes électorales de 2007 et 2009. Quand aux risques d'implosion dus à l'absence d'exercice du pouvoir, ils n'existeront qu'après ces deux échéances et dépendront des rapports de force interne à la Flandre.



Au niveau de la Belgique francophone la situation n'est guère plus réjouissante, sauf à vouloir garder des œillères et appliquer la méthode Coué. L'extrême droite, sans unité, sans chef charismatique, présentant peu de listes avec souvent peu de candidats, et même sans campagne, parvient à obtenir 28 élus en Wallonie et 2 à Bruxelles (précisons ici que le VB, bien plus organisé et crédible obtient 16 élus en région bruxelloise) ! La plupart sont élus dans la province du Hainaut où les affaires n'ont certainement pas servi la démocratie et où l'extrême droite frôle, voire dépasse, les 10% dans plusieurs communes, culminant à 13% et 3 élus à Pont-à-Celles.

Ce succès électoral efface donc le revers de 2000. L'échec des campagnes anti-extrême droite (comme «la cible c'est toi» de la FGTB de Liège ou «Triangle rouge» du CAL) est très net, vu que l'objectif clairement annoncé était : «pas d'élu issu de listes d'extrême droite». Faire ce constat n'est nullement remettre en cause la nécessité de telles campagnes de sensibilisation et de dénonciation, ni leur pertinence, ni le dévouement des militants et permanents qui y consacrent de l'énergie. Non, faire

ce constat, c'est affirmer clairement que l'on ne peut lutter efficacement contre l'extrême droite en ne se plaçant que sur le terrain de l'idéologie, mais qu'il faut aussi travailler sur le terrain économique. C'est reconnaître le lien entre l'extension d'un capitalisme sans frein et la progression de l'extrême droite. C'est reconnaître que tous deux se fondent sur le darwinisme social, c'est-à-dire sur la loi du plus fort et l'élimination des faibles. Si la manière de cette élimination diffère, sa logique et sa justification idéologique sont identiques. Un combat contre l'extrême droite ne peut donc s'abstenir d'une lutte pour une société plus solidaire, pour une société qui redistribue les richesses, qui consacre des moyens suffisants à un service public efficace, qui résout la question du logement... C'est trouver inacceptable qu'en Belgique, un des pays les plus riches de la planète, 15% de la population, dont des gens qui travaillent, vit sous ou à la limite du seuil de pauvreté. Bref, en 2007, il deviendra urgent pour les anti-fascistes conséquents de ne plus se limiter à dénoncer l'extrême droite, mais de se retrousser leurs manches et de lutter de toutes leurs forces contre ce que Robert Castel a brillamment qualifié d'insécurité sociale.

En 2007 justement, il faut s'attendre à une nouvelle progression de l'extrême droite tant au nord qu'au sud du pays. Au nord, la progression ne devrait plus être spectaculaire, ce qui pourrait la rendre plus dangereuse. Cette progression plomberait de toute manière encore plus le débat en Flandre et menacerait l'unité de la Belgique. Or une scission, même pour les gens de gauche les moins belgicains, serait une catastrophe, ne fut-ce qu'au niveau de la sécurité sociale qui reste le mécanisme de solidarité et de redistribution des richesses le plus important, puisqu'il concerne la moitié du budget de l'État. Au sud, l'ampleur de la progression dépendra de la capacité de l'extrême droite à réaliser son unité, si pas structurellement, du moins électoralement. Ainsi, un cartel électoral regroupant

l'ensemble des forces d'extrême droite, comme le FNB et Nation l'ont réalisé pour ces élections communales, serait une machine à voix importante. D'autant plus si un leader émergeait, profitant des 10 ans d'inéligibilité de Daniel Féret, condamnation confirmée en appel et qui devrait signer la mort politique du président-fondateur du Front National. Ce dernier parti reste cependant au centre du jeu au sein de l'extrême droite puisqu'il a obtenu 28 des 30 conseillers communaux (contre 1 pour Force Nationale à Mouscron et 1 pour l'alliance FNB-Nation à Verviers) et 4 des 5 conseillers provinciaux (le dernier appartenant à Force nationale dans le Hainaut).

Et la gauche radicale ?

Nous l'avons dit, seul un projet de société global plus solidaire peut arrêter la progression de l'extrême droite et redonner de l'espoir aux gens en leur permettant de s'émanciper, libérés qu'ils seraient des inquiétudes liées à la survie quotidienne. Or, il faut constater que la gauche devient de plus en plus pâle. Le SPA a gommé jusque dans son nom toute référence au socialisme («social progressief alternatief»). Malgré cela, Patrick Janssens a jugé plus prudent dans sa campagne à Anvers de ne mentionner que son nom sur les affiches. Écolo se positionne de plus en plus au centre, comme le prouve une série d'alliances, mais surtout son discours de campagne. Quant au PS, si de nombreux militants et même des candidats sont des gens qui croient réellement en un idéal socialiste de progrès, force est de constater que sa direction, son fonctionnement et ses positionnements politiques sont de moins en moins compatibles avec les valeurs de «gauche».

La question est donc de savoir si une force clairement en rupture avec le système existe et quel est son impact. Des avant-gardes prolétariennes détenant la vérité, comme le MAS-LSP, se sont à nouveau présentées pour ne pas dépasser le demi pourcent, avec le discours habituel qu'on ne cherche pas à avoir d'élus, mais à mobiliser les forces sociales et à se faire connaître. Heureusement, la situation ne se résume pas à cette caricature trotskiste. Le Mouvement socialiste, qui regroupe

diverses dissidences du PS en Wallonie et à Bruxelles, a obtenu une série d'élus principalement sur des listes de cartel. À Flémalle, où il reprenait des membres du PC et du PTB sur sa liste, il rate un élu à moins de 10 voix. Le POS présentait plusieurs candidats au sein de listes très diverses et obtient 2 élus.



Pour le PC, les résultats sont arithmétiquement intéressants – si on fait définitivement le deuil de ce que fut ce parti – avec 10 élus. Mais il faut noter qu'aucun ne l'est sur une liste étiquetée PC. Tous les dix sont élus sur des listes au nom unique (Écova à Trooz ou UPM-ADC à Manage) ou comme candidats d'ouvertures au sein de formations sociales-démocrates (Écolo à La Louvière et Charleroi, PS à Tournai...). Cela devrait mériter un questionnement.

Reste le PTB qui obtient 4 élus en Wallonie (2 à Herstal, 1 à Seraing et 1 à La Louvière), doublant ainsi sa représentation. Ce résultat non négligeable (renforcé par 11 élus en Flandre, dont 6 à Zelzate) l'est d'autant plus qu'il est obtenu sous son sigle propre.

Bref, en Belgique francophone la gauche radicale a obtenu 16 élus, dont moins d'un tiers sur des listes propres. Difficile de voir en cela un début de changement dans la conscience de classe des électeurs. Il est cependant le signe qu'un potentiel électoral existe encore et qu'un travail de terrain constant renforcé par une campagne intelligente peut porter ces fruits. Mais 16 élus, dans un climat de dégradation socio-économique et après les mobilisations sociales importantes contre le «pacte de solidarité entre les générations», cela reste anecdotique devant la

puissance à peine ébranlée d'un PS auquel l'immense majorité des travailleurs reste attachée. La question, dans la perspective de 2007, est donc de savoir si un rassemblement des énergies de la gauche radicale serait capable d'attirer également des militants indépendants actifs dans les

mouvements sociaux (associatifs ou syndicaux) et à la recherche d'un débouché politique crédible à leurs revendications. C'est le sens de l'initiative menée en commun par «Une Autre Gauche» et le «Comité voor een Andere Politiek», qui a réuni 600 personnes à Bruxelles le 28 octobre et décidé de tout faire pour présenter des listes en 2007.

En conclusion, les élections prévues en 2007 seront déterminantes à plusieurs niveaux :

- ▶ l'avenir de la Belgique et donc de la sécurité sociale ;
- ▶ la progression de la fascisation de la Flandre, que ce soit via le VB, le CD&V, le NvA ou la tendance de De Decker ;
- ▶ la structuration de l'extrême droite francophone lui donnant les capacités de capter son potentiel électoral qui doit tourner entre 10 et 20 % ;
- ▶ la confirmation du frémissement d'une gauche radicale qui serait capable de porter un projet crédible de société et d'aller chercher des voix chez tous ceux qui rejettent le système.

1923: Le PCB en procès

L'Europe des années vingt fut celle des bouleversements. La Grande Guerre, avec son cortège de souffrances et de morts inutiles, avait sonné le début d'une prise de conscience. Le vieil ordre bourgeois tremblait sur ses fondations. Les revendications ouvrières ne pouvaient plus être traitées par le mépris ou par la répression. Des réformes devaient être concédées. Elles le furent, notamment par l'instauration du suffrage universel (masculin) en Belgique.

Mais certains voulaient aller plus loin. Mettre à bas l'ordre depuis trop longtemps établi. Renverser la pyramide des classes sociales. A la lumière du succès inattendu des bolcheviques en Russie tsariste, l'espoir révolutionnaire semblait devoir se répandre comme une traînée de poudre. Karl Marx devenait prophétique. Le spectre rouge du communisme effrayait jusqu'aux plus hauts cercles du pouvoir.

En janvier 1919, les ouvriers berlinois menèrent une véritable grève insurrectionnelle sous l'impulsion de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Le bras de fer avec les autorités tourna à la répression brutale et sanglante. De par les grèves, le pays resta longtemps en ébullition sans qu'un régime prolétarien semblable à celui des soviets de la lointaine Russie ne réussisse à s'imposer.

L'occupation des mines de la Ruhr par les troupes françaises et belges allait donner l'occasion d'un nouveau conflit frontal. Cet acte de force, réalisé par la seule autorité des vainqueurs, se voulait être un dédommagement de guerre. De fait, il privait l'Allemagne d'une partie importante de sa production industrielle et menaçait la classe la plus défavorisée. Les ouvriers de France et de Belgique se solidarisèrent avec les ouvriers allemands. C'est donc naturellement que l'Internationale Communiste y vit une action impérialiste de pillage, dirigée contre le peuple. Elle décida de s'y opposer résolument. Les actions et les grèves de solidarité se multiplièrent.

Les autorités belges prirent prétexte du soutien des communistes belges à leurs camarades allemands pour agiter la

menace du complot contre la sûreté de l'État. Sur base d'une documentation scrupuleusement établie depuis plusieurs années par les autorités policières et les services judiciaires, 54 communistes, dont Joseph Jacquemotte, fondateur du présent journal, ont été arrêtés sur l'ensemble du territoire belge. On leur reprochait leurs positions antimilitaristes, leurs rapports étroits avec Berlin et Moscou et leur volonté affichée de détruire le régime capitaliste.

Si les milieux bourgeois applaudirent à ce coup de filet, d'autres réagirent en sens inverse: la ficelle était trop grosse. Il ne pouvait s'agir que d'une tentative peu subtile de criminalisation du communisme, voire, au-delà, du socialisme. Les communistes des pays voisins étaient en butte aux mêmes menaces. Pour *L'Humanité*, il s'agissait simplement d'une copie grossière de ce qui se passe en France où «le belge M. Coirbay, magistrat bien en cour, chargé de l'instruction de nos amis, est le scrupuleux imitateur de notre M. Jousset» (12 mars 1923). Des avocats parmi les plus prestigieux vinrent à la rescousse des communistes belges: Henri Rolin, Jules Destrée et le jeune Paul-Henri Spaak¹, pour ne citer qu'eux. Le Parti ouvrier belge se mobilisa en faveur des accusés. Le procès devint une question de principe. Il tourna à la mascarade et à la démonstration.

Le compte-rendu du procès dans *L'Humanité* (10 juillet 1923) est éclairant:

«L'interrogatoire dure depuis lundi, 2 heures. Il n'est pas fini et continuera demain. Il a porté sur les origines du mouvement communiste en Belgique [...] Une longue discussion a eu lieu entre le président [du tribunal] et Joseph Jacquemotte à propos des 21 conditions pour adhérer à l'Internationale Communiste, des thèses et des résolutions des différents congrès.

Souvent Jacquemotte est obligé de donner des éclaircissements sur les textes. Le président semble d'une ignorance parfaite. Perdu dans le Bureau exécutif et dans la Commission des Cinq, il n'y voit goutte et confond

discipline volontaire avec l'obéissance passive. Pas bien méchant d'ailleurs, il permet les interruptions et même les questions.

La plus grande partie de la journée de mardi a été consacrée au programme et aux statuts du Parti communiste belge dont lecture est donnée par le président. L'accusé se sert du programme pour rectifier les erreurs de l'acte d'accusation. Il y a une discussion intéressante des articles sur l'action parlementaire et syndicale. La proposition de Jacquemotte de citer Trotsky comme témoin n'est pas admise par le président².

Le président du tribunal paraît abasourdi d'entendre les explications, pourtant demandées par lui, concernant l'organisation intérieure du parti politique en groupes, fédérations, avec comités de sections, Comité central et Bureau exécutif. Au total, une bonne journée qui a permis à l'un des leaders d'exposer certains points importants du programme communiste.

L'affaire aboutit à un acquittement général, célébré de digne manière à la Maison du Peuple de Bruxelles. La justice s'était largement décrédibilisée en voulant criminaliser le communisme. Un tel mélange des pouvoirs ne devait plus se reproduire de sitôt. La menace communiste était en partie fantasmée. La bourgeoisie n'avait pas (encore) grand chose à craindre des maigres effectifs du Parti communiste belge des années 20, fondé deux ans plus tôt. Mais sa voix était préservée...

CLAUDE COUSSEMENT

¹ Jeune avocat, assez agité, Spaak allait incarner la tendance radicale au sein du Parti ouvrier belge durant plusieurs années, jusqu'à sa nomination au sein du gouvernement Van Zeeland (1935). Il abandonna son radicalisme et ses camarades pour devenir une personnalité incontournable, trustant de nombreux portefeuilles ministériels. Il fut la première personnalité de l'Internationale socialiste à diriger l'OTAN (avant Willy Claes et Javier Solana).

² Remarquons, pour la «grande» histoire, que l'appel au témoignage de Trotsky n'avait rien d'incongru à l'époque où celui-ci était toujours un des grands dirigeants du PCUS et de l'Internationale communiste dont il ne fut banni qu'en 1927.

Les trois «gauches» latino-américaines

Depuis 2000, les électeurs de huit États latino-américains, c'est-à-dire 300 des 500 millions de Latino-américains, ont élu des chefs d'État qui se revendiquent de la gauche ou du centre-gauche.

C'est sans compter le Mexique, pays de 100 millions d'habitants, où le candidat de gauche, Andrés López Obrador, a vraisemblablement remporté l'élection présidentielle contre Felipe Calderón (droite catholique au pouvoir). Un changement qui, dans un pays membre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), était apparemment trop lourd à supporter pour Washington et les milieux patronaux mexicains. Selon des dénonciations bien documentées, d'importantes fraudes électorales y ont faussé le verdict des urnes. Le tribunal électoral a refusé le recompte des suffrages, le limitant à 9 % des urnes contestées, et a proclamé la victoire du candidat conservateur.

Comment définir aujourd'hui une politique «de gauche» en Amérique latine ? On peut apporter un début de réponse à cette question complexe en affirmant qu'une politique de gauche porte un modèle de société basé sur des valeurs de partage et de solidarité ; qui cherche à assurer à tous les citoyens l'accès aux conditions fondamentales à la vie, telles que le travail, la santé, l'éducation, la retraite, ainsi que l'accès à la culture. La gauche milite également pour accroître la démocratie – souvent limité au rituel de choisir entre des candidats présentés comme des marchandises à vendre – offrant à tous les citoyens une bonne information et promouvant leur participation active dans la vie politique.

Un tel projet de société demande le développement économique, la redistribution des revenus et la lutte contre l'impunité et la corruption. Et, sur le plan international, la gauche prône l'intégration économique et politique de l'Amérique latine, en opposition aux plans nord-américains visant à transformer le continent en un vaste marché pour ses produits et services et où les États nationaux seraient réduits à la condition de protectorats de Washington, comme c'est déjà le cas pour certains pays.

Première catégorie : les gestionnaires du néolibéralisme

Au Chili, les gouvernements de coalition socialistes/démocrates-chrétiens présidés par Ricardo Lagos (2000-2006), puis par Michelle Bachelet depuis 2006, n'ont pas pris de mesures qui puissent être définies comme «de gauche». Au contraire, les privatisations se poursuivent et le «latino-américanisme» a été abandonné au détriment des traités de libre-échange avec les États-Unis et l'Union européenne. Par ailleurs, les coalitions au pouvoir depuis 1990 n'envisa-

gent pas sérieusement le remplacement des institutions mises en place par la dictature d'Augusto Pinochet. Par contre, le Président Lagos a exercé des pressions sur la justice – dénoncées par le juge Guzmán – pour éviter la condamnation de l'ancien dictateur, et l'on vient d'assister à ses obsèques avec les honneurs militaires et en présence de la ministre de la Défense, retransmises par la télévision publique et assorties d'une minute de silence au Sénat.

Les deux premières années de gouvernement du *Frente amplio* en Uruguay semblent décevantes : mise à part l'octroi d'une petite allocation aux plus pauvres, l'Uruguay continue à suivre les plans proposés par le FMI. À tel point que Montevideo a presque signé un traité de libre-échange avec les États-Unis, ce qui aurait entraîné sa sortie du marché régional *Mercosur* avec l'Argentine, le Brésil et le Paraguay. C'est la pression de la base du Front qui a arrêté, pour l'instant, cette mesure extrême.

Au Nicaragua, il y a peu de choses à attendre de l'ancien guérillero Daniel Ortega, récemment revenu à la présidence. Ce dernier est devenu un activiste anti-avortement, ayant participé à l'abrogation de la loi qui autorisait l'interruption de grossesse comme un acte destiné à prévenir une issue fatale ou bien en cas de viol. Ortega est aujourd'hui un catholique conservateur qui évoque souvent le Christ et le Pape Jean-Paul II. Le Nicaragua et le Chili demeurent les seuls pays latino-américains qui interdisent l'avortement thérapeutique.

Deuxième catégorie : néolibéralisme interne, latino-américanisme externe

Pendant le premier mandat de Lula au Brésil (2002-2006), les salaires ont stagné et le sous-emploi n'a pas reculé. La faible croissance, de moins de 2 % par an, se base sur les exportations de soya transgénique, alors que la réforme agraire piétine. Sa principale mesure en matière sociale a été l'organisation de

Chefs d'état latino-américains qui se revendiquent de gauche ou de centre gauche

Nestor KIRCHNER	2003	60,0 % *
Evo MORALES	2005	53,7 %
LULA	2002	61,0 %
LULA	2006	60,8 %
Ricardo LAGOS	2000	51,3 %
Michelle BACHELET	2006	53,8 %
Rafael CORREA	2006	67,8 %
Daniel ORTEGA	2006	38,1 %
Tabaré VÁZQUEZ	2004	50,4 %
Hugo CHÁVEZ	1998	56,2 %
Hugo CHÁVEZ	2000	60,3 %
Hugo CHÁVEZ	2006	62,9 %

* KIRCHNER a obtenu 22 % au premier tour. Il était crédité de 60 à 70 % pour le deuxième tour, mais après la démission de son adversaire Carlos MENEM, KIRCHNER a été désigné Président.

la *Bourse-famille*: quelque 10 millions de familles, c'est-à-dire 30 % des 180 millions de Brésiliens, reçoivent une assistance de 25 euros par mois, à condition d'envoyer leurs enfants à l'école et au dispensaire. Cette mesure, qui ne représente que 1,5 % du budget de l'État, est à l'origine de la réélection de Lula. En effet, le vote en sa faveur s'est déplacé vers les régions les plus pauvres du Nord, où la population touche massivement cette allocation.

Sur le plan économique, la politique du Lula reste assez orthodoxe, comme celle du péroniste Kirchner en Argentine: le Brésil continue, en effet, à consacrer plus de la moitié de ses rentrées en devises au paiement de la dette. Les gouvernements de Lula et de Kirchner ont décidé de rembourser toute leur dette auprès du FMI. Ainsi, en décembre 2005, le Brésil a remboursé 15,5 milliards de dollars et l'Argentine 9,8 milliards, engageant d'autres crédits mais faisant une importante économie sur les intérêts.

Cependant, sur le plan externe, ces deux gouvernements ont refusé les traités de libre-échange avec les États-Unis, donnant une certaine priorité au *Mercosur*.

Troisième catégorie : «refondation» du pays

Les gouvernements de Chávez au Venezuela et d'Evo Morales en Bolivie ont opté pour une réorganisation en profondeur de leur État par le biais d'une Assemblée constituante. Le nouveau Président de l'Équateur, Rafael Correa, en fera probablement de même dans un proche avenir.

Au Venezuela, la principale mesure de Chávez est sans doute avoir résisté aux pressions destinées à privatiser l'importante industrie du pétrole et à conserver ses importants bénéfices au bénéfice de l'entièreté de la société. La montée du prix du brut a permis le financement de programmes sociaux fournissant santé et éducation à la majorité des pauvres qui, auparavant, n'y avaient pas accès. Chávez a initié une politique de redistribution de terres pour éviter l'exode rural et avancer vers la souveraineté alimentaire.

En Bolivie, le gouvernement d'Evo Morales a réussi à renégocier les contrats avec les multinationales qui exploitent pétrole et gaz, pour obtenir des conditions plus favorables à l'État. En même temps, il a mis en place une

nouvelle réforme agraire. Ces gouvernements cherchent à multiplier le commerce entre eux et avec Cuba, parfois par le biais du troc, comme l'échange «pétrole contre médecins».

Le nouveau Président de l'Équateur, Rafael Correa, commence son mandat avec un parlement qui lui est hostile à 90 %. Il a annoncé une consultation populaire pour se prononcer sur l'établissement d'une Assemblée constituante. L'Équateur vit une bonne conjoncture économique, grâce aux *remesas* (l'argent envoyé par le million d'émigrés) et à l'augmentation du prix du pétrole. Le nouveau gouvernement compte renégocier les contrats avec les multinationales et redevenir membre de l'OPEP. En même temps, il envisage la construction d'usines de raffinage au pays même. Sur le plan économique, il cherche à renégocier une dette de 16,9 milliards. Pour cela, il pourra compter sur le soutien du gouvernement du Venezuela qui pourrait l'aider – comme il l'a fait pour l'Argentine et la Bolivie – à rembourser la dette auprès du FMI et échapper ainsi à leurs pressions.

JORGE MAGASICH

Mort d'un commis dictateur Nettoyage éthique au Chili

J'ai encore l'image de ces dépliants inondant les murs du Chili pendant la campagne électorale qui mena au triomphe de l'Unité Populaire. Des pancartes présentant des chrétiens, ou le Christ lui-même (le Chili et l'ensemble de l'Amérique Latine ont une religiosité catholique bien marquée), en train d'être fusillés par des «rouges», sales, bien sûr, aux regards diaboliques. Des affiches portant comme légende l'annonce de «ce qui attend le Chili si Allende est élu».

Plus tard, avec Salvador Allende à la Présidence, ceux-là mêmes qui avaient commandité la campagne d'affiches, téléphonaient aux gens, aux simples gens, pour s'enquérir des espaces libres dans leur foyer. Ils se faisaient passer pour des enquêteurs du gouvernement chargés de placer les mal-logés chez des voisins disposant d'un quelconque espace. Deux campagnes distinctes,

mais avec le commun dénominateur nauséabond caractéristique de ces honorables «démocrates» et «chrétiens» qui les orchestraient. En même temps et avec des manières moins bourdes, Henry Kissinger, professeur de sciences politiques de Harvard et Secrétaire d'État, Richard Helms, directeur de la CIA, et les patrons des grandes corporations minières préparaient la grande campagne de déstabilisation du gouvernement.

Mais tant de bassesse, tant de ressources venant d'une oligarchie et d'un pouvoir impérial incapables d'accepter l'inacceptable, ne pouvaient rien contre la conscience d'un peuple qui avait compris que, enfin, la Présidence était dans les mains d'un de leurs. Ce fut alors que le professeur de Harvard comprit qu'il ne restait plus, comme au Venezuela aujourd'hui, que le crime absolu comme solution. «*Je ne vois pas*, disait-

il doctement au journaliste du *New York Times*, *pourquoi les États-Unis vont devoir sacrifier leurs intérêts et accepter qu'un peuple égaré confirme au pouvoir un régime marxiste*». Pour la sale besogne, ils trouvèrent un petit général dont l'ambition n'avait d'égale que la lâcheté: Augusto Pinochet venait de jurer fidélité à son Président quelques jours avant d'ordonner le bombardement de son bureau.

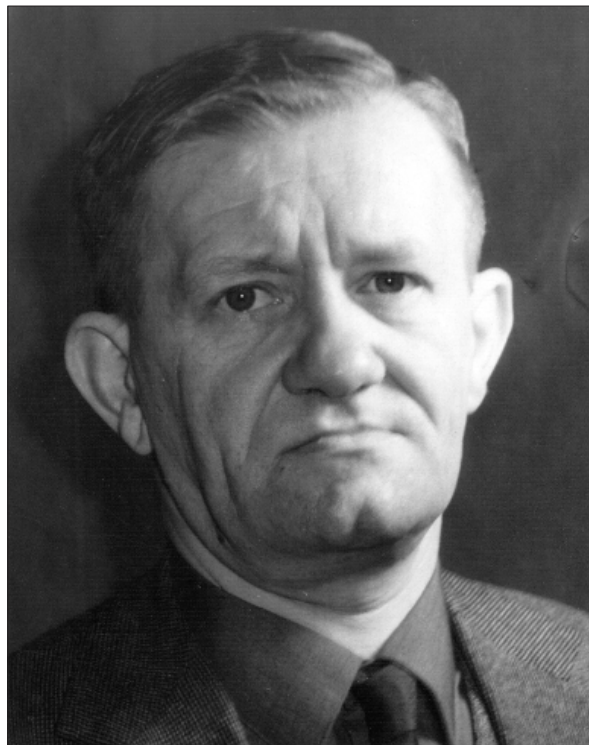
Aujourd'hui, on découvre sur des comptes bancaires dans des paradis fiscaux des millions de dollars amassés par le tyran et sa famille pendant sa longue présence au pouvoir. Aujourd'hui, pour les orphelins des disparus et assassinés par ce monstre, il ne reste que la douleur de blessures qui ne fermeront jamais. Et bien entendu, le professeur de Harvard vit la retraite dorée d'un serviteur bien méritant.

P.R.

Albert De Coninck

Le camarade Albert De Coninck, ancien secrétaire national du PCB-KPB, est décédé le 6 décembre, dans sa 92^{ème} année.

Albert De Coninck est né en 1915, à Manchester (GB). En 1932, il adhère, à Mechelen, à la Jeunesse Communiste, mouvement qu'il représente au Congrès mondial de 1934. Secrétaire régional de la JC en 1935, il devient volontaire dans les Brigades Internationales parties au secours de la République espagnole (1937). Après cinq mois, de retour en Belgique, il participe à la coordination de l'aide à l'Espagne républicaine, tout en passant au Parti communiste, où il assume les fonctions de secrétaire politique à Mechelen. Mobilisé en 1939, il fait la campagne des 18 jours, à l'issue de laquelle il rentre chez lui et reprend contact avec la direction clandestine du Vlaamsche Kommunistische Partij (VKP). Il contribue à la réorganisation du parti et plonge dans l'illégalité à l'été 1941. Envoyé en Flandre occidentale, il y assume successivement diverses fonctions et organise notam-



ment une importante grève paysanne en 1942 dans la région de Diksmuide. Fin de cette année-là, il devient Responsable national paysan et passe, en 1944, aux Partisans armés. Au moment de la Libération, il est Commandant de secteur P.A. pour les provinces flamandes.

Pour son rôle dans la résistance à l'occupation nazie, Albert De Coninck a été fait chevalier des Ordres de Léopold II et de la Couronne et était titulaire de plusieurs décorations civiles et militaires. Il a également été cité à l'ordre de la Reine par le Premier Ministre britannique W. Churchill en 1953.

Albert De Coninck a été permanent du PCB-KPB à partir de 1944, membre du secrétariat national d'organisation, puis successivement secrétaire politique des fédérations de Kortrijk et d'Antwerpen. En 1951, il fut élu membre du Comité Central du parti et entra aussitôt au Bureau Politique. Il y siégea jusqu'en 1982, tout comme au Secrétariat National dont il était devenu membre en 1957, s'y occupant plus particulièrement des relations internationales. Le Congrès national de 1986 l'a nommé membre honoraire du Comité central.

Texte et photo : **CARCOB ASBL**
ARCHIVES COMMUNISTES BRUXELLES

Simplement Jeannine



1^{er} mars 1946 - 6 novembre 2006

En mai 2003, lors de la campagne pour les élections régionales, Jeannine cumula les rôles : candidate sur la liste bruxelloise du PC et chargée, cette fois, de la « mise en murs » des affiches de campagne, avec le sourire confiant de celles et ceux qui savent que leurs fatigues militantes ont un sens.

À la différence d'Albert, Jeannine Pôlet ne fut jamais membre du Parti communiste, mais fidèle, tenace même, adhérente du courant posadiste de la IV^{ème} Internationale¹. Pourquoi alors ces lignes d'hommage à sa mémoire dans l'organe officiel du PC ? Tout d'abord, parce que nous, au Drapeau Rouge, comme Jeannine, voudrions cultiver un esprit d'ouverture et d'unité, sans exclusion, vers toutes les sensibilités de la gauche.

Mais il y a plus : lorsqu'elle apprit que le Drapeau Rouge allait reparaitre après un si long et inexcusable silence, Jeannine nous fit part de sa grande joie et de son enthousiasme. Pour elle, le DR n'appartenait pas aux seuls communistes encartés, mais aussi, si j'ose dire, à sa diaspora, à tous ceux pour qui le mot communiste signifie toujours un sentiment, une expérience

de générosité solidaire. Et c'est pourquoi, lorsqu'elle apprit que cette réparation se faisait sans disposer d'autres moyens que la volonté militante de quelques camarades, elle se proposa pour prendre en charge gracieusement la mise en pages du DR. C'est elle qui assura les maquettes des six premiers numéros, jusqu'à ce que la maladie l'oblige à arrêter. Et même pas entièrement car, déjà condamnée, elle proposait encore de nous donner un coup de main. Il n'est donc pas exagéré de dire qu'elle fut un pilier essentiel de la renaissance de notre journal. Même avec retard, nous lui disons toute notre gratitude.

PABLO RODRIGUEZ

¹ Branche du trotskisme nommée ainsi en référence à l'idéologue argentin Carlos Posadas, dont la ligne politique internationale se caractérisa, entre autres, par un soutien (très critique à l'URSS).

Deux livres qui n'ont pas vieilli...

Il y a des livres qui n'ont plus le moindre intérêt une fois passée la saison des prix. Tout le monde en parle en automne. Le printemps revenu, plus le moindre lecteur et c'est souvent tant mieux ! Il en va tout autrement de deux ouvrages¹ que je viens de relire et qui, malgré ses années, n'ont pas pris une ride.

Le premier, *Délivrez-nous du mal*, a été écrit en 1936 par Robert Vivier, né dans la banlieue liégeoise en 1894. Le livre, un « roman vrai », raconte la vie de Louis Antoine, lui aussi issu de la banlieue liégeoise, et dont Vivier nous raconte l'existence depuis sa naissance en 1846.

En fait, le livre est intéressant sous un double aspect. D'abord parce qu'il jette un éclairage passionnant sur la religion au 19^{ème} siècle et sur la manière dont elle baignait la vie de tous les jours dans le monde des petites gens. Et qu'on y découvre un homme à la recherche d'une certaine vérité, un homme qui finira par fonder une « secte » encore assez vivante aujourd'hui, notamment en Wallonie.

Mais l'aspect le plus passionnant, c'est sans doute tout ce que Robert Vivier écrit sur le monde du travail dans cette deuxième moitié du 19^{ème} siècle, particulièrement en ce qui concerne le travail des mineurs, qui n'a jamais été facile mais qui était encore plus pénible à l'époque où le héros du livre y gagnait son pain.

C'était un étrange monde que la mine. On y était entre hommes, et souvent seul, en tête à tête avec le travail, peut-être avec le danger – car savait-on jamais ce qui pourrait arriver dans cette nuit étouffante et chaude, au bout des galeries basses, tournantes, que peuplait le bruit actif et angoissé des pics et où dansait de-ci de-là la flamme d'une lanterne ?

En ce temps-là, les mineurs s'éclairaient de chandelles de suif, « chandelles à la graisse », comme on disait dans le pays. Seule compagne de l'ouvrier, faible souvenir du jour, de la lumière rayonnante d'en haut, la lamponette éclairait vaguement les épaisseurs noires, faisait

jaillir de l'ombre un rail, un bout de solive, une aspérité des parois ténébreuses. Un courant d'air pouvait l'éteindre, et l'on se mouvait tout à fait seul, guettant le signe humain du pic dans la taille voisine. Et il y avait aussi les gaz, forces surnoisées qui guettaient la flamme sous le verre poissé de la lampe.

L'auteur du second livre, Charles De Coster, est né en 1827, d'un père flamand et d'une mère wallonne, un vrai Belge, quoi ! Après des études chaotiques qui l'amènèrent à une existence où il avait bien du mal à joindre les deux bouts, il parvint tout de même, en 1870, à décrocher un poste d'enseignant à l'École de Guerre. Il collabora à différents périodiques belges et notamment à *Uylenspiegel*, une revue fondée par son ami Félicien Rops. Il y écrivit nombre d'articles courageux où il dénonça, entre autres, le pillage de la Chine par la France et l'Angleterre ainsi que la politique de Napoléon III.

En 1867, paraît la première édition de ce qui sera son chef-d'œuvre : *La légende d'Ulenspiegel*. De Coster crut que son œuvre allait lui valoir le Prix quinquennal de littérature. C'était mal connaître la bourgeoisie littéraire de l'époque. On jugea son texte « un *capharnaüm pantagruélique* », ce qui n'empêcha pas le livre de connaître un beau succès en Belgique et à l'étranger (les Éditions du Progrès de Moscou en réalisèrent plus tard une splendide édition).

Émile Verhaeren dira du livre : « C'est le premier livre où notre pays se retrouve ». Mais on aurait tort de cantonner *La légende d'Ulenspiegel* dans le microcosme belge. L'œuvre a une valeur artistique universelle et, surtout, la leçon d'indépendance et de liberté qui s'y lit est plus que jamais d'actualité dans un monde où les Philippe II veulent diriger l'univers par les armes et le pétrole.

Le héros dit quelque part : « *Faux bonshommes qui riez de moi, de quoi vit*

votre politique, depuis que vous réglez sur le monde ? D'égorgements et de tueries... Sais-tu s'il n'existe plus de Charles-Quint ou de Philippe II ? ». Voilà qui mérite encore d'être médité à une époque où certain président aimerait, à l'instar de l'empereur né à Gand, que le soleil ne se couche jamais sur ses États...

À travers le personnage d'Ulenspiegel, c'est un siècle sanglant qui va être évoqué, celui de la Réforme et de la Contre-réforme, et, à côté de personnages hauts en couleur comme Thyl lui-même, ou son comparse Lamme Goedzak, la terrible figure de Philippe II. On voudrait citer tant de passages du livre qui sont des leçons, comme quand le père d'Ulenspiegel lui dit :

«Fils, n'ôte jamais à l'homme ni bête sa liberté, qui est le plus grand bien de ce monde. Laisse chacun aller au soleil quand il a froid, à l'ombre quand il a chaud. Et que Dieu juge sa Sainte Majesté qui, ayant enchaîné la libre croyance au pays de Flandre, vient de mettre Gand la noble dans une cage de servitude».

Rien que pour ce Onzième Commandement que donne Claes, voilà un livre qui devrait être au programme de tous les cours de français et de civisme de notre pays. Parce que Romain Rolland, un autre esprit libre, le dit très bien en conclusion d'une préface qu'il écrivit pour le livre :

«Toute la vie d'Ulenspiegel est la geste héroïque de ce Onzième Commandement qui est pour lui – qui est pour nous – le Premier :

*J'ai mis 'Vivre' sur mon drapeau,
Vivre toujours à la lumière...*

Et c'est parce que ce vent marin, qui gonfla les voiles des Gueux, baigne la Légende d'Ulenspiegel, c'est parce qu'il a déposé son sel sur les lèvres de Charles De Coster, que le chantré national des Flandres est notre chantré, à nous aussi : – il est la voix épique de la Liberté».

CLAUDE RAUCY

¹ Ces deux livres ont été réédités par les éditions Labor.

Du nouveau dans votre DR!

À partir de ce numéro (voir p.15, l'article *1923 : le PCB en procès*), nous commençons une série, qui se veut longue et diverse, d'articles relatant des moments importants de l'histoire de notre Parti. Ce faisant, nous cherchons à donner aux lecteurs une perspective historique à nos luttes. Cette série, dénommée «*Racines*», ne serait possible sans l'aimable assistance de Nicolas Naif, chercheur au Centre d'histoire et de sociologie des gauches de l'ULB.

Mise au point

Nous avons publié dans notre dernière édition l'annonce de la démission du camarade Pierre Beauvois de la Présidence du Parti. Lui et d'autres camarades nous ont fait remarquer que nous avons omis de préciser qu'il restait membre du Secrétariat du Parti, ainsi que du Comité Central. À ce propos, Pierre Beauvois nous demande de préciser que sa démission correspond à son but de «*se donner la liberté intellectuelle la plus large pour participer aux débats internes qui s'annoncent dans le cadre du prochain congrès*».

APPEL À NOS LECTEURS

DEVENEZ DIFFUSEUR DU DR!

Bien que le bon accueil de notre journal se confirme (nous approchons des 400 abonnés...), il nous semble urgent de consolider la santé économique du journal. Comme le DR est un journal sans aucun subside et n'accepte pas, par principe, la publicité payante, nous ne pouvons compter que sur nos ventes, au numéro ou par abonnement. Rappelons également que tous les collaborateurs du DR le sont à titre entièrement bénévole. Ces différents facteurs expliquent d'importants retards de parution pour lesquels nous vous présentons toutes nos excuses. Nous nous engageons à y remédier durant l'année 2007.

Mais vous pouvez également contribuer à redynamiser le rythme mensuel de votre journal. Nous vous invitons à devenir, dans votre quartier, votre usine, parmi vos amis, des diffuseurs du DR.

Ainsi, si vous croyez pouvoir diffuser quelques exemplaires, passez-nous commande et nous nous ferons un plaisir de vous envoyer le nombre d'exemplaires souhaité.

Pour nous contacter, écrivez à

dr@belgi.net

ou téléphoner au

0478 822 084

Sommaire

L'invité du mois

Samir Amin :
L'islam et les résistances
à l'agression impérialiste
Entretien de *Pablo RODRIGUEZ*, pp. 2 et 3

Enseignement

Une autre école est possible!
Robert HOUTAIN, pp. 4, 5 et 6
Sortir l'école des filets libéraux
Prosper BOULANGÉ, pp. 6 et 7

Sans-papiers

Les nouveaux damnés de la Terre,
debout pour se sauver eux-mêmes
Mathieu BIETLOT, pp. 8 et 9

Volkswagen

De la coccinelle mécanique
à l'araignée financière
Pierre BEAUVOIS, pp. 10, 11 et 12
Une journée ordinaire à Forest
Alexis BORODINE, p. 12

Élections

Faut-il se réjouir
des dernières communales?
Julien DOHET, pp. 13 et 14

Racines

1923 : le PCB en procès
Claude COUSSEMENT, p. 15

Amérique latine

Les trois gauches latino-américaines
Jorge MAGASICH, p. 16 et 17
Mort d'un commis dictateur, *P. R.*, p. 15

Disparitions

Albert De Coninck
CArCoB asbl - Archives Communistes Bruxelles

Simplement Jeannine
Pablo RODRIGUEZ, p. 18

Littérature

Deux livres qui n'ont pas vieilli
Claude RAUCY, p. 19

Où trouver le DR? *Ils sont nombreux nos amis à nous demander où peut-on trouver le DR! Et bien, notre réseau de distribution-vente commence à se développer. Ainsi, vous le trouverez à :*

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.

Bruxelles : •Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles

•Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles •Filigrane, 38

avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère

• Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Charleroi :**

Librairie Nouvelle Rencontre, 4 Passage de la Bourse, 6000 Charleroi.

Gand : De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Librairie

Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège :**

Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000

Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :**

Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :**

Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.



Mensuel du Parti Communiste

Éditeur responsable : Pierre Beauvois

Adresse : 9, rue Rouppe
1000 Bruxelles

Tél. : 02/503.35.80

Fax : 02/511.34.96

Adresse électronique : **dr@belgi.net**

Abonnement annuel : 15 €

- à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 et 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Banque ING : 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci!